

ROYAUME DU MAROC

**BULLETIN OFFICIEL**

EDITION DES CONVENTIONS INTERNATIONALES

Prix du numéro : 20 DH

EDITIONS	TARIFS D'ABONNEMENT		ABONNEMENT IMPRIMERIE OFFICIELLE RABAT - CHELLAH Tél. : 05.37.76.50.24 - 05.37.76.50.25 05.37.76.54.13 Compte n° : 310 810 101402900442310133 ouvert à la Trésorerie Préfectorale de Rabat au nom du régisseur des recettes de l'Imprimerie officielle	
	AU MAROC			A L'ETRANGER
	6 mois	1 an		
Edition générale.....	250 DH	400 DH	A destination de l'étranger, par voies ordinaire, aérienne ou de la poste rapide internationale, les tarifs prévus ci-contre sont majorés des frais d'envoi, tels qu'ils sont fixés par la réglemen- tation postale en vigueur.	
Edition de traduction officielle.....	150 DH	200 DH		
Edition des conventions internationales.....	150 DH	200 DH		
Edition des annonces légales, judiciaires et administratives...	250 DH	300 DH		
Edition des annonces relatives à l'immatriculation foncière..	250 DH	300 DH		

Sont insérés dans cette édition les textes des conventions internationales en langue arabe ou en langue étrangère lorsqu'aux termes de ces conventions, lesdits textes font foi soit seuls, soit concurremment avec les textes en langue arabe

	Pages		Pages
<b>SOMMAIRE</b>		<b>Accord entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le Fonds international de développement agricole relatif à l'établissement d'un Bureau de pays.</b>	
<b>Accord de coopération entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République française pour le développement des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire.</b>		<i>Dahir n° 1-16-94 du 2 ramadan 1445 (13 mars 2024) portant publication de l'Accord fait à Rome le 8 mai 2015 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le Fonds international de développement agricole relatif à l'établissement d'un Bureau de pays. ....</i>	
<i>Dahir n° 1-14-79 du 2 ramadan 1445 (13 mars 2024) portant publication de l'Accord de coopération fait à Rabat le 13 décembre 2012 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République française pour le développement des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. ....</i>	3	15	
<b>Convention d'extradition entre le Royaume du Maroc et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.</b>		<b>Convention relative à la coopération judiciaire en matière pénale entre le Royaume du Maroc et la République populaire de Chine.</b>	
<i>Dahir n° 1-14-81 du 2 ramadan 1445 (13 mars 2024) portant publication de la Convention d'extradition faite à Londres le 15 avril 2013 entre le Royaume du Maroc et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. ....</i>	14	<i>Dahir n° 1-17-101 du 2 ramadan 1445 (13 mars 2024) portant publication de la Convention relative à la coopération judiciaire en matière pénale, faite à Pékin le 11 mai 2016 entre le Royaume du Maroc et la République populaire de Chine. ...</i>	
		23	

Pages	Pages
<b>Accord de siège entre le gouvernement du Royaume du Maroc et l'Union africaine relatif à l'établissement du siège de l'Observatoire africain des migrations à Rabat.</b>	<i>fait à Marrakech le 10 décembre 2018 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et l'Union africaine relatif à l'établissement du siège de l'Observatoire africain des migrations à Rabat. ....</i>
<i>Dahir n° 1-19-107 du 2 ramadan 1445 (13 mars 2024) portant publication de l'Accord de siège</i>	24

---

**Dahir n° 1-14-79 du 2 ramadan 1445 (13 mars 2024) portant publication de l'Accord de coopération fait à Rabat le 13 décembre 2012 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République française pour le développement des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire.**

---

LOUANGE A DIEU SEUL !

*(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)*

Que l'on sache par les présentes - puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'Accord de coopération fait à Rabat le 13 décembre 2012 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République française pour le développement des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire ;

Vu la loi n°58-13 portant approbation de l'Accord précité, promulguée par le dahir n°1-14-26 du 4 jourmada I 1435 (6 mars 2014) ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à l'entrée en vigueur de l'Accord précité,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'Accord de coopération fait à Rabat le 13 décembre 2012 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République française pour le développement des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire.

*Fait à Rabat, le 2 ramadan 1445 (13 mars 2024).*

Pour contreseing :

*Le Chef du gouvernement,*

AZIZ AKHANNOUCH.

\*

\* \*

**ACCORD DE COOPÉRATION ENTRE LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DU MAROC  
ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE POUR LE DÉVELOPPEMENT  
DES UTILISATIONS PACIFIQUES DE L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE**

---

**Le Gouvernement du Royaume du Maroc,  
et  
le Gouvernement de la République française,**

Ci-après dénommés les « Parties »,

AFFIRMANT leur volonté de développer les liens traditionnels d'amitié entre les deux pays,

DESIREUX d'élargir et de renforcer, dans l'intérêt des deux Etats la coopération dans le domaine de l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins exclusivement pacifiques et non explosives,

CONSIDERANT les engagements respectifs de non-prolifération auxquels les Parties ont souscrit, en particulier au titre du Traité du 1er juillet 1968 sur la non-prolifération des armes nucléaires (ci-après désigné par le « T.N.P. ») et les obligations internationales pertinentes, en particulier la résolution 1540 du Conseil de sécurité,

SOULIGNANT l'importance pour chacune des Parties de la sécurité de ses approvisionnements énergétiques,

Considérant l'Accord entre la France, la communauté européenne de l'énergie atomique et l'agence internationale de l'énergie atomique (ci-après désigné « L'A.I.E.A. »), relatif à l'application de garanties en France signé les 20 et 27 juillet 1978 et le protocole additionnel signé entre la France, la communauté européenne de l'énergie atomique et l'AIEA le 22 septembre 1998 ;

Considérant l'Accord de garanties généralisées conclu entre le Maroc et l'AIEA entré en vigueur le 18 février 1975 et l'intention du Maroc de ratifier le protocole additionnel à cet accord, signé le 22 septembre 2004 ;

CONSIDERANT également la volonté des Parties de prendre les dispositions de leur ressort nécessaires pour un développement de l'énergie nucléaire sûr, dans le respect des principes et dispositions prévus par la Convention pour la sûreté nucléaire, la Convention sur la protection physique des matières nucléaires et son amendement, la Convention commune sur la sûreté de la gestion du combustible usé et la sûreté de la gestion des déchets radioactifs, la Convention sur la notification rapide d'un accident nucléaire, et la Convention sur l'assistance en cas d'accident nucléaire ou d'urgence radiologique et la Convention sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire,



SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT:

### **Article I**

1. Les Parties entendent développer leur coopération dans le domaine de l'utilisation pacifique et non explosive de l'énergie nucléaire, dans le respect des principes qui gouvernent leur politique nucléaire respective et conformément aux stipulations du présent Accord, ainsi que des Accords et engagements internationaux pertinents en matière de non-prolifération auxquels elles ont par ailleurs souscrit.

2. La coopération mentionnée à l'alinéa premier peut couvrir les domaines suivants:

- prospection, exploration et exploitation de gisements d'uranium;
- extraction de l'uranium à partir des phosphates;
- production d'énergie et dessalement de l'eau à partir de réacteurs nucléaires;
- recherche fondamentale et appliquée ne requérant pas, pour ce qui concerne les réacteurs de recherche, l'utilisation d'uranium enrichi à 20 % et plus en isotope 235;
- formation des ressources humaines dans le domaine des usages pacifiques de l'énergie nucléaire;
- développement des applications de l'énergie nucléaire dans les domaines de l'agriculture, de la biologie, des sciences de la terre, de la médecine et de l'industrie;
- gestion du combustible usé, et des déchets radioactifs ;
- sûreté nucléaire, radioprotection et protection de l'environnement;
- sécurité nucléaire;
- élaboration de la législation et de la réglementation dans le domaine nucléaire ainsi que l'élaboration de normes et guides de sûreté et de sécurité dans le domaine nucléaire ;
- prévention et réaction aux situations d'urgence liées à des accidents ou incidents nucléaires ;
- information du public en vue de l'acceptation de l'énergie nucléaire; ou tout autre domaine décidé d'un commun accord entre les Parties.

3. La coopération peut prendre les formes suivantes:

- échange et formation de personnels scientifiques et techniques;
- échange d'informations scientifiques et techniques;
- échange de logiciels et codes de calcul ;

- participation de personnels scientifiques et techniques de l'une des Parties à des activités de recherche-développement de l'autre Partie;
- conduite en commun d'activités de recherche *et d'ingénierie*, y compris des recherches et expérimentations conjointes ;
- organisation de conférences et colloques scientifiques et techniques;
- fourniture de matières, matières nucléaires, équipements, installations, technologies et prestations de service.

ou toute autre forme de coopération décidée d'un commun accord entre les Parties.

## **Article II**

Les conditions d'application de la coopération définie à l'article I sont précisées, au cas par cas, dans le respect des dispositions du présent Accord:

- par des accords spécifiques entre les Parties ou les organismes concernés, désignés par elles, pour préciser notamment les programmes et les modalités des échanges scientifiques et techniques;

- par des contrats conclus entre les organismes, entreprises et établissements concernés, pour les réalisations industrielles et la fourniture de services, matières, matières nucléaires, équipements, installations ou de technologie.

Les Parties conviennent que la participation à la mise en oeuvre de la coopération dans le cadre du présent Accord d'organismes, entreprises ou établissements français ou marocains sur le territoire du Maroc, n'exclut en aucune manière leur participation, ou celle d'organismes, d'entreprises ou d'établissements ayant un lien direct ou indirect avec eux, à tout autre programme contribuant aux objectifs du présent Accord. Toutefois, une telle participation sera décidée d'un commun accord entre les deux Parties

## **Article III**

Chacune des Parties veille à ce que sa réglementation à caractère administratif, fiscal et douanier permette la bonne exécution de l'Accord de Coopération ainsi que des Accords et Contrats conclus ultérieurement dans le cadre du présent Accord.

## **Article IV**

Les Parties garantissent la sécurité et préservent le caractère confidentiel des données techniques et des informations désignées comme telles par la Partie qui les a fournies dans le cadre du présent Accord. Les données techniques et les informations échangées ne sont pas communiquées à des tiers, publics ou privés, sans accord préalable donné par écrit par la Partie fournissant la donnée technique ou l'information.

Pour la mise en œuvre des dispositions du présent article, les Parties s'engagent à conclure un accord en matière de sécurité et de confidentialité des informations et données techniques.

#### **Article V**

Les Parties s'engagent à faciliter, dans la mesure de leurs moyens, la fourniture régulière de combustibles ou de services dans le domaine du cycle du combustible nécessaires à assurer l'alimentation des installations qui seraient développées ou fournies dans le cadre du présent Accord.

#### **Article VI**

Les parties veillent à atteindre et maintenir, dans les coopérations mises en oeuvre en application du présent Accord, le plus haut niveau de sûreté et de sécurité nucléaires.

#### **Article VII**

Les droits de propriété intellectuelle acquis dans le cadre de la coopération prévue par le présent Accord sont attribués au cas par cas dans les accords spécifiques et les contrats visés à l'article II du présent Accord.

#### **Article VIII**

1- pour la réparation des dommages causés par un accident ou incident nucléaire survenant dans le cadre de la présente coopération, les Parties appliquent le régime de responsabilité civile nucléaire établie par la Convention de Vienne du 21 mai 1963, pour ce qui concerne le Maroc et la Convention de Paris du 29 juillet 1960, pour ce qui concerne la France, ainsi que les Protocoles d'amendements à ces Conventions auxquels elles sont parties.

Les Parties veillent ainsi à ce que les principes communs à ces deux conventions soient respectés: la responsabilité exclusive des exploitants d'installations nucléaires; la responsabilité de l'exploitant sans nécessité de démontrer la faute, la négligence ou l'intention; l'attribution exclusive de la juridiction aux tribunaux du pays où a lieu un incident nucléaire; la responsabilité limitée dans son montant; et l'indemnisation du dommage sans aucune discrimination basée sur la nationalité, le domicile ou la résidence.

Les Parties appliqueront le protocole commun à ces deux conventions du 21 septembre 1988 lorsqu'elles l'auront ratifié.

2- Dans ce cadre, les exploitants d'installation nucléaires des Parties contractent les assurances ou garanties nucléaires nécessaires.

### **Article IX**

Les Parties s'assurent que les matières, matières nucléaires, équipements, installations et la technologie transférés dans le cadre du présent Accord ainsi que les matières nucléaires obtenues ou récupérées comme sous-produits, ne sont utilisés qu'à des fins pacifiques et non explosives.

### **Article X**

1. Toutes les matières nucléaires détenues ou transférées au Royaume du Maroc en vertu du présent Accord et notifiées par la République Française à cet effet, ainsi que toutes générations successives de matières nucléaires récupérées ou obtenues comme sous-produits, sont soumises aux contrôles de l'A.I.E.A. en vertu de l'Accord de garanties entre le Royaume du Maroc et l'A.I.E.A. entré en vigueur le 18 février 1975, s'appliquant à toutes les matières nucléaires dans toutes les activités nucléaires exercées sur le territoire du Royaume du Maroc, sous sa juridiction ou entreprises sous son contrôle en quelque lieu que ce soit, et qui sera complété le moment venu par un protocole additionnel.

2. Toutes les matières nucléaires transférées à la République française en vertu du présent Accord et notifiées par le Royaume du Maroc à cet effet, ainsi que toutes générations successives de matières nucléaires récupérées ou obtenues comme sous-produits, sont soumises aux contrôles de sécurité appliqués par la Communauté Européenne de l'Energie Atomique, et au système de garanties de l'A.I.E.A. en application de l'Accord entre la France, la Communauté Européenne de l'Energie Atomique et l'A.I.E.A. relatif à l'application de garanties en France, signé les 20 et 27 juillet 1978, tel qu'il a été complété par le protocole additionnel signé le 22 septembre 1998.

### **Article XI**

Au cas où les garanties de l'A.I.E.A. visées à l'article X du présent Accord ne pourraient s'appliquer sur le territoire de l'une ou de l'autre Partie, les Parties s'engagent à entrer aussitôt en rapport en vue de soumettre dans les délais les plus brefs les matières nucléaires transférées ou obtenues en application du présent Accord, ou produites dans ou à l'aide de la technologie transférée, ainsi que toutes générations successives de matières nucléaires obtenues ou récupérées comme sous-produits, à un dispositif mutuellement agréé de garanties, d'une efficacité et d'une portée équivalentes à celles précédemment appliquées par l'A.I.E.A. à ces matières nucléaires.

### **Article XII**

Les matières, matières nucléaires, équipements, installations et la technologie mentionnés à l'article IX du présent Accord restent soumis aux dispositions du présent Accord jusqu'à ce que:

- a) ils aient été transférés ou retransférés hors de la juridiction de la Partie



destinataire conformément aux dispositions de l'article XIV du présent Accord, ou que

b) les Parties décident d'un commun accord de les y soustraire, ou que

c) il soit établi, pour ce qui concerne les matières nucléaires, qu'elles ne sont pratiquement plus récupérables pour être mises sous une forme utilisable pour une quelconque activité nucléaire pertinente du point de vue des garanties visées à l'article X du présent Accord.

### **Article XIII**

1. Chaque Partie veille à ce que les matières, matières nucléaires, équipements, installations et la technologie visés à l'article IX du présent Accord soient uniquement détenus par des personnes placées sous sa juridiction et habilitées à cet effet.

2. Chaque Partie s'assure que, sur son territoire ou, hors de son territoire jusqu'au point où cette responsabilité est prise en charge par l'autre Partie ou par un Etat tiers, les mesures adéquates de protection physique des matières, matières nucléaires, équipements et installations visés par le présent Accord sont prises, conformément à sa législation nationale et aux engagements internationaux auxquels elle est partie, en particulier aux dispositions de la Convention sur la protection physique des matières nucléaires et de son amendement, ainsi que tout amendement agréé ultérieurement par les parties.

3. Les niveaux de protection physique sont au minimum ceux qui sont spécifiés à l'annexe 1 de la Convention sur la protection physique des matières nucléaires. Chaque Partie se réserve le droit, le cas échéant, conformément à sa réglementation nationale, d'appliquer sur son territoire des critères plus stricts de protection physique.

4. La mise en oeuvre des mesures de protection physique relève de la responsabilité de chaque Partie à l'intérieur de sa juridiction. Dans la mise en oeuvre de ces mesures, chaque Partie s'inspire du document de l'A.I.E.A. INFCIRC 225/Rev.4.

Les modifications des recommandations de l'A.I.E.A. en relation avec la protection physique n'ont d'effet aux termes du présent Accord que lorsque les deux Parties se sont informées mutuellement par écrit de leur acceptation d'une telle modification.

### **Article XIV**

1. Au cas où l'une des Parties envisage de retransférer hors de sa juridiction des matières, matières nucléaires, équipements, installations et technologies visés à l'article IX, ou de transférer des matières, matières nucléaires, installations, équipements et technologies visés à l'article IX provenant des équipements ou installations transférés à l'origine ou obtenus grâce aux équipements, installations ou technologies transférés dans le cadre de cet Accord, elle ne le fait qu'après avoir obtenu les mêmes assurances, en

particulier d'usage pacifique et non explosif, que celles prévues par le présent Accord.

2. En outre, la partie qui envisage un transfert ou un retransfert conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article, obtient au préalable le consentement de la partie fournisseur:

a) pour tout retransfert d'installations, équipements ou technologies tels que définis à l'annexe et fournis en vertu du présent accord;

b) Pour tout transfert d'installations ou d'équipements provenant des installations ou équipements mentionnés au paragraphe a), ou conçus à partir des technologies visées au paragraphe a) ci-dessus;

c) Pour tout transfert ou retransfert d'uranium enrichi à plus de 20 % en isotopes 233 ou 235 ou de plutonium produit ou récupéré à partir de matières nucléaires transférées en vertu du présent Accord, ou pour tout retransfert de matières nucléaires transférées en vertu du présent Accord au Royaume du Maroc.

3. À l'intérieur de l'Union Européenne, les transferts et retransferts de matières nucléaires, d'équipements, d'installations sont soumis aux dispositions du chapitre IX du traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique et les transferts de technologies sont soumis aux règlements instituant un régime communautaire de contrôle des exportations de biens et technologies à double usage.

#### **Article XV**

Aucune des dispositions du présent Accord ne peut être interprétée comme portant atteinte aux obligations qui, à la date de sa signature, résultent de la participation de l'une ou l'autre Partie à d'autres accords internationaux pour l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, notamment pour la Partie française, de son appartenance à la Communauté Européenne de l'énergie atomique et à l'Union européenne.

#### **Article XVI**

Pour mener à bien ces activités, les Parties établissent, à compter de l'entrée en vigueur du Présent Accord, un comité conjoint qui coordonne et assure le suivi des programmes de coopération qui résultent de cet Accord. La structure, la composition et les procédures de ce comité sont décidées d'un commun accord entre les Parties.

#### **Article XVII**

Le présent Accord peut être modifié par accord écrit entre les Parties.

#### **Article XVIII**

1. Le présent Accord est conclu pour une durée de vingt ans et peut être

dénoncé à tout moment par l'une ou l'autre des Parties. Toute dénonciation doit être notifiée par écrit avec un préavis de six mois.

A l'issue de cette période de vingt ans, il demeure en vigueur tant qu'il n'a pas été dénoncé par l'une ou l'autre des Parties conformément à la procédure mentionnée à l'alinéa précédent.

2. En cas de dénonciation du présent Accord conformément à la procédure mentionnée au paragraphe 1 du présent Article,

- les dispositions pertinentes du présent Accord demeurent applicables aux accords spécifiques et aux contrats signés en vertu de l'article II, qui sont en vigueur;

- les dispositions des articles IV, VII, VIII, IX, X, XI, XII, XIII et XIV continuent à s'appliquer aux matières, matières nucléaires, équipements, installations et à la technologie visés à l'article IX transférés en application du présent Accord, ainsi qu'aux matières nucléaires récupérées ou obtenues comme sous-produits.

### **Article XIX**

Chaque Partie notifie à l'autre Partie l'accomplissement des procédures requises en ce qui la concerne pour l'entrée en vigueur du présent Accord. Celui-ci entre en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date de la dernière notification.

EN FOI DE QUOI, les représentants des deux Gouvernements dûment autorisés à cet effet ont signée le présent Accord.

Fait à Rabat, le 13 décembre 2012 en deux exemplaires, en langues arabe et française, les deux textes étant authentiques et faisant également foi.

**Pour**  
**le Gouvernement du**  
**Royaume du Maroc**

**Pour**  
**le Gouvernement de**  
**la République française**

**Saad Dine EL OTMANI**  
Ministre des Affaires Etrangères  
et de la Coopération

**Laurent FABIUS**  
Ministre des Affaires Etrangères

\*

\* \*

## ANNEXE

Aux fins du présent Accord:

a) « matières » signifie les matières non nucléaires destinées aux réacteurs, spécifiées au paragraphe 2 de l'Annexe B des Directives du Groupe des fournisseurs nucléaires publiées par l'A.I.E.A. dans le document INFCIRC/254/Rev.9/Part.1 (ci-après désignés par « les Directives ») ;

b) « matières nucléaires » signifie toute « matière brute » ou tout « produit fissile spécial » conformément à la définition de ces termes figurant à l'article XX du Statut de l'A.I.E.A. ;

c) « équipements » signifie les composants principaux spécifiés aux paragraphes 1, 4 et 7 de l'Annexe B des Directives ;

d) « installations » signifie les usines visées aux paragraphes 1, 4 et 7 de l'Annexe B des Directives ;

e) par « technologie », il convient d'entendre l'information spécifique nécessaire pour le « développement », la « production » ou l'« utilisation » de tout article figurant à l'annexe B des Directives, à l'exception des données communiquées au public, par exemple par l'intermédiaire de périodiques ou de livres publiés, ou qui ont été rendues accessibles sur le plan international sans aucune restriction de diffusion.

Cette information peut prendre la forme de « données techniques » ou d'« assistance technique ».

Le « développement » se rapporte à toutes les phases précédant la « production », telles que notamment les études, recherches relatives à la conception, aux assemblages et essais de prototypes et plans d'exécution.

Par « production », il convient d'entendre toutes les phases de la production telles que notamment la construction, ingénierie de production, fabrication, intégration, assemblage, inspection, essai, assurance de la qualité.

Par « utilisation », il convient d'entendre la mise en oeuvre, l'installation (y compris l'installation sur le site même), l'entretien, les réparations, le démontage de révision et la remise en état.

L'« assistance technique » peut prendre des formes telles que l'instruction, les qualifications, la formation, les connaissances pratiques, les services de consultation.

Les « données techniques » peuvent être constituées de calques, schémas, plans,



manuels et modes d'emploi sous une forme écrite ou enregistrée sur d'autres supports tels que disques, bandes magnétiques ou mémoires passives.

f) « information » signifie tout renseignement, toute documentation ou toute donnée, de quelque nature que ce soit, transmissible sous une forme physique, portant sur des matières, des équipements, des installations ou de la technologie soumis au présent Accord, à l'exclusion des renseignements, documentations et données accessibles au public.

**Dahir n° 1-14-81 du 2 ramadan 1445 (13 mars 2024) portant publication de la Convention d'extradition faite à Londres le 15 avril 2013 entre le Royaume du Maroc et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.**

LOUANGE A DIEU SEUL !

*(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)*

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Convention d'extradition faite à Londres le 15 avril 2013 entre le Royaume du Maroc et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ;

Vu la loi n° 55-13 portant approbation de la Convention précitée, promulguée par le dahir n° 1-14-27 du 4 jourmada I 1435 (6 mars 2014) ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à l'entrée en vigueur de la Convention précitée,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la Convention d'extradition faite à Londres le 15 avril 2013 entre le Royaume du Maroc et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

*Fait à Rabat, le 2 ramadan 1445 (13 mars 2024).*

Pour contreseing :

*Le Chef du gouvernement,*

AZIZ AKHANNOUCH.

\_\_\_\_\_  
Voir dans ce numéro le texte de la Convention en langue arabe.

**Dahir n° 1-16-94 du 2 ramadan 1445 (13 mars 2024) portant publication de l'Accord fait à Rome le 8 mai 2015 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le Fonds international de développement agricole relatif à l'établissement d'un Bureau de pays.**

LOUANGE A DIEU SEUL !

*(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)*

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'Accord fait à Rome le 8 mai 2015 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le Fonds international de développement agricole relatif à l'établissement d'un Bureau de pays ;

Vu la loi n° 75-15 portant approbation de l'Accord précité, promulguée par le dahir n° 1-16-74 du 17 chaabane 1437 (24 mai 2016) ;

Considérant la notification du Royaume du Maroc de l'accomplissement des formalités nécessaires à la mise en vigueur de l'Accord précité,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'Accord fait à Rome le 8 mai 2015 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le Fonds international de développement agricole relatif à l'établissement d'un Bureau de pays.

*Fait à Rabat, le 2 ramadan 1445 (13 mars 2024).*

Pour contreseing :

*Le Chef du gouvernement,*

AZIZ AKHANNOUCH.

\*

\* \*

**ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DU MAROC  
ET LE FONDS INTERNATIONAL DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE  
RELATIF A L'ETABLISSEMENT D'UN BUREAU DE PAYS**

**ATTENDU** que le Fonds international de développement agricole ("FIDA" ou le "Fonds"), institution spécialisée de l'Organisation des Nations Unies, souhaite établir un bureau de pays dans le Royaume du Maroc afin d'apporter un appui à ses opérations et de renforcer ses partenariats;

**ATTENDU** que le Gouvernement du Royaume du Maroc (le "Gouvernement") accepte d'autoriser l'établissement d'un tel bureau;

**ATTENDU** que le Royaume du Maroc a signé le 22 décembre 1976 et ratifié le 16 décembre 1977 l'Accord portant création du FIDA;

**ATTENDU** que le Royaume du Maroc a adhéré le 28 avril 1958 à la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées en date du 21 novembre 1947 (la "Convention") dont les dispositions font partie intégrante du présent accord;

**EN CONSEQUENCE DE QUOI**, le Gouvernement du Royaume du Maroc et le FIDA conviennent de ce qui suit:

**Article I  
DEFINITIONS**

Aux fins du présent accord:

- a) "Bureau" désigne le Bureau de pays établi par le FIDA dans le Royaume du Maroc.
- b) "membres du personnel du FIDA" désigne le Représentant du FIDA dans le Royaume du Maroc et tous les autres membres du personnel du FIDA dont la liste est communiquée au Gouvernement.
- c) "le Représentant du FIDA" désigne le Représentant du FIDA dans le Royaume du Maroc, nommé par le Président du FIDA et accrédité par le Gouvernement.
- d) "membres de la famille" désigne les conjoint, parents, enfants et, sous réserve de l'accord du Gouvernement, d'autres personnes qui sont dépendantes financièrement d'un membre du personnel du FIDA.
- e) "Représentants des États membres" désigne tous les remplaçants, conseillers et experts techniques qui assistent les représentants et secrétaires des délégations.

**Article II**  
**PERSONNALITE JURIDIQUE DU FONDS**

1. Le Gouvernement reconnaît, conformément aux lois du Royaume du Maroc, la personnalité juridique du Fonds, et en particulier sa capacité:
  - a) de contracter;
  - b) d'acquérir et de vendre des biens meubles et immeubles; et
  - c) d'ester en justice.
2. Le Gouvernement permet au Fonds d'acheter ou de louer des locaux pour y installer son Bureau.
3. Le Bureau est habilité à arborer l'emblème du Fonds sur ses locaux et sur ses véhicules.

**Article III**  
**DISPOSITIONS D'ORDRE GENERAL**

1. Les privilèges et immunités prévus dans le présent accord n'ont pas pour objet d'assurer un avantage personnel à leurs bénéficiaires; ils ont pour but exclusif d'assurer au Bureau un fonctionnement libre quelles que soient les circonstances et de préserver la totale indépendance des personnes auxquelles ces privilèges et immunités sont accordés.
2. Le Président du FIDA a le droit de lever cette immunité dans tous les cas où il considère qu'elle empêcherait que justice ne soit faite et où l'immunité peut être levée sans nuire au but pour lequel elle a été accordée et sans porter préjudice aux intérêts du Bureau.
3. Le Président du FIDA prendra toutes les mesures nécessaires pour prévenir un quelconque abus des privilèges et immunités accordés en vertu du présent accord; il adoptera à cet effet toute réglementation, applicable aux membres du personnel du FIDA et autres personnes concernées, qui sera jugée nécessaire et appropriée.
4. Les dispositions du présent accord s'appliquent à toutes les personnes visées par le présent accord que le Gouvernement entretienne ou non des relations diplomatiques avec l'État dont ces personnes sont ressortissantes, ou que cet État accorde ou non des privilèges et immunités similaires aux agents diplomatiques et aux ressortissants du Royaume du Maroc.
5. Le Gouvernement devra répondre à toutes réclamations que des tiers pourraient présenter contre le Fonds ou contre des membres de son personnel, des consultants ou d'autres personnes fournissant des services au nom du Fonds; il mettra hors de cause le Fonds et les personnes mentionnées ci-dessus en cas de réclamation et les dégagera de toute responsabilité, sauf si le Gouvernement et le Fonds conviennent que ladite réclamation ou ladite responsabilité résulte d'une négligence grave ou d'une faute intentionnelle desdites personnes.
6. Lorsque le présent accord impose des obligations aux autorités compétentes, c'est au Gouvernement qu'il appartient, en dernier ressort, de s'assurer de la satisfaction de ces obligations.

**Article IV**  
**INVOLABILITE DU BUREAU**

1. Les biens et les avoirs du Fonds, en quelque endroit qu'ils se trouvent et quel qu'en soit le détenteur, jouissent de l'immunité de juridiction, sauf dans la mesure où le Fonds y a expressément renoncé dans un cas particulier. Il est entendu toutefois que la renonciation ne peut s'étendre à des mesures d'exécution.
2. Les locaux du Bureau sont inviolables. Ses biens et avoirs, en quelque endroit qu'ils se trouvent et quel qu'en soit le détenteur, sont exempts de perquisition, réquisition, confiscation, expropriation ou de toute autre forme de contrainte exécutive, administrative, judiciaire ou législative.
3. Les archives du Bureau, et, d'une manière générale, tous les documents lui appartenant ou détenus par le Bureau sont inviolables en quelque endroit qu'ils se trouvent.
4. Les fonctionnaires ou agents du Royaume du Maroc ne pourront pénétrer dans le Bureau en leurs qualités officielles qu'à la demande ou avec le consentement exprès du Représentant du FIDA ou de son délégué. En cas de *force majeure*, d'incendie ou de toute autre calamité exigeant des mesures urgentes de protection, le consentement du Représentant du FIDA sera présumé avoir été donné. Cependant, à la demande du Représentant du FIDA, toute personne ayant pénétré dans le Bureau sur la base d'une telle présomption devra quitter le Bureau immédiatement.
5. Les autorités compétentes du Royaume du Maroc prendront, dans la mesure du possible, toutes les mesures nécessaires pour protéger le Bureau contre toute intrusion ou atteintes, et pour en assurer la tranquillité.

**Article V**  
**SERVICES PUBLICS ET COMMUNICATIONS**

1. Le Gouvernement s'engage à assister le Bureau, pour l'obtention et la mise à disposition, le cas échéant, des services publics nécessaires à des conditions équitables. Les coûts de ces services sont à la charge du Bureau. En cas d'interruption ou de menace d'interruption de l'un quelconque de ces services, les autorités compétentes prendront les mesures nécessaires pour éviter que les activités du Bureau ne soient affectées par une telle situation.
2. Les communications du Bureau seront protégées conformément aux conditions et limitations définies aux sections 11 et 12 de la Convention.

**Article VI**  
**FACILITES FINANCIERES ET EXONERATION D'IMPOTS OU DE TAXES**

1. Sans être astreint à aucun contrôle, réglementation ou moratoire financiers, le Bureau:
  - a) peut détenir des fonds, de l'or ou des devises de toute nature et avoir des comptes en n'importe quelle monnaie; et
  - b) peut transférer librement ses fonds, or ou devises d'un pays dans un autre ou à l'intérieur d'un pays quelconque et convertir toutes devises détenues par le Bureau en toute autre monnaie.
2. Le Bureau, ses avoirs, revenus et autres biens sont:
  - a) exonérés de tout impôt direct;
  - b) exonérés de tout droit de douane à l'égard d'objets importés ou exportés par le Bureau pour son usage officiel; et
  - c) exonérés de tout droit de douane à l'égard de ses publications.
3. Les véhicules utilisés par le Bureau peuvent être admis sous le régime de l'admission temporaire avec immatriculation dans la série spéciale (plaques jaunes) sur présentation d'un bon de franchise délivré par le Ministère des affaires étrangères et de la coopération du Royaume du Maroc.
4. Bien que le Bureau ne revendiquera pas, en règle générale, l'exonération des droits d'accise et des taxes à la vente entrant dans le prix des biens mobiliers ou immobiliers, cependant, quand il effectue pour son usage officiel des achats importants dont le prix comprend des droits et taxes de cette nature, le Gouvernement prendra, chaque fois qu'il lui sera possible, les arrangements administratifs appropriés en vue de la remise ou du remboursement du montant de ces droits et taxes.

**Article VII**  
**ENTREE, VOYAGE ET SEJOUR**

1. Les laissez-passer des Nations Unies délivrés aux membres du personnel du FIDA sont reconnus et acceptés comme titres valables de voyage par le Gouvernement.
2. Les demandes de visas (lorsque des visas sont nécessaires) émanant des membres du personnel du FIDA titulaires de laissez-passer des Nations Unies devront être examinées dans le plus bref délai possible. En outre, des facilités de voyage rapide seront accordées aux titulaires de ces laissez-passer.
3. Des facilités analogues à celles qui sont mentionnées au paragraphe 2 seront accordées aux experts et autres personnes qui, sans être munis d'un laissez-passer des Nations Unies, seront porteurs d'un certificat attestant qu'ils voyagent pour le compte du FIDA.
4. Le Gouvernement facilitera l'entrée et le départ du Royaume du Maroc pour les déplacements à destination ou en provenance du Bureau, des personnes exerçant des fonctions officielles au sein du Bureau ou invitées par ce dernier.



5. Le Gouvernement s'engage à autoriser le Représentant du FIDA, les membres du personnel du FIDA et toute autre personne invitée par le Bureau et les membres de leur famille à entrer dans le Royaume du Maroc et à séjourner dans le pays pendant toute la durée de leurs fonctions ou missions auprès du Bureau.
6. Le Représentant du FIDA fournira au Gouvernement une liste des membres du personnel du FIDA (incluant les membres de leur famille) et l'informerá de tout changement intervenant dans cette liste. Dès qu'il sera avisé de la nomination des membres du personnel du FIDA, le Gouvernement délivrera à chacune de ces personnes une carte officielle portant la photographie de son titulaire et l'identifiant comme membre du Bureau. Cette carte sera reconnue par les autorités compétentes comme faisant foi de l'identité de la personne et de sa qualité de membre du Bureau.

### *Article VIII*

#### **PRIVILEGES ET IMMUNITES DES MEMBRES DU PERSONNEL DU FIDA**

1. En vertu de la Convention et de son annexe XVI relative au Fonds, les membres du personnel du FIDA et les membres de leur famille jouissent, dans le Royaume du Maroc, des privilèges et immunités suivants:
  - a) immunité de juridiction pour les actes accomplis par eux en leur qualité officielle (y compris leurs paroles et écrits);
  - b) en ce qui concerne les traitements et émoluments qui leur sont versés par le FIDA, des mêmes exonérations d'impôt que celles dont jouissent les fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies et dans les mêmes conditions;
  - c) absence de soumission, en même temps que leur conjoint et les membres de leur famille vivant à leur charge, aux mesures restrictives relatives à l'immigration et aux formalités d'enregistrement des étrangers;
  - d) en ce qui concerne les facilités de change, des mêmes privilèges que les membres des missions diplomatiques d'un rang comparable;
  - e) des mêmes facilités de rapatriement que les membres des missions diplomatiques de rang comparable en période de crise internationale, ainsi que leur conjoint et les membres de leur famille vivant à leur charge;
  - f) du droit d'importer en franchise leur mobilier et leurs effets à l'occasion de leur première prise de fonction dans le Royaume du Maroc. La franchise dans ce cadre est accordée dans les six (6) mois suivant la date de prise de fonction; et
  - g) les membres du Bureau siégeant au Maroc ainsi que les membres de leur famille bénéficient, pour la durée de leur affectation, du régime de l'admission temporaire pour leurs véhicules personnels importés dans les six (6) mois suivant leur affectation au Maroc, avec immatriculation dans la série provisoire (plaques jaunes) et ce, sur présentation d'un bon de franchise délivré par le Ministère des affaires étrangères et de la coopération du Royaume du Maroc. Il est à signaler que les véhicules placés sous le régime de l'admission temporaire ne peuvent être cédés à titre onéreux ou gratuit au profit d'une autre personne éligible au même régime qu'après accord préalable de l'Administration des douanes et du Ministère des affaires étrangères et de la coopération du Royaume du Maroc. En cas de cession à des personnes non éligibles au régime de faveur précité, l'acquittement des droits et taxes demeure exigible. Les véhicules immatriculés en plaques jaunes ne peuvent être immatriculés dans la série normale si leur âge dépasse cinq (5) ans.



2. Outre les privilèges et immunités spécifiés ci-dessus, le Président du FIDA et tout Vice-Président, ainsi que tout fonctionnaire agissant en leur nom, tant en ce qui les concerne qu'en ce qui concerne leurs conjoint et enfants mineurs, jouiront des privilèges, immunités, exemptions et facilités accordés, conformément au droit international, aux envoyés diplomatiques.
3. Les représentants des membres aux réunions convoquées par le FIDA jouissent, pendant l'exercice de leurs fonctions et au cours de leurs voyages à destination ou en provenance du lieu de la réunion, des privilèges et immunités accordés par la Convention et son annexe XVI relative au Fonds.
4. Les experts (autres que les membres du personnel visés à l'article VI de la Convention), lorsqu'ils exerceront des fonctions auprès des comités du Fonds ou lorsqu'ils accompliront des missions pour ce dernier, jouiront des privilèges et immunités accordés par l'annexe XVI de la Convention relative au Fonds nécessaires à l'exercice effectif de leurs fonctions, y compris durant les voyages effectués à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions auprès de ces comités ou au cours de ces missions.
5. Aucune des dispositions de cet accord ne sera considérée comme modifiant ou amendant la Convention ou l'Accord portant création du FIDA, ou comme altérant ou limitant les droits, privilèges ou immunités prévus et spécifiés dans la Convention et dans l'Accord portant création du FIDA.

**Article IX**  
**INTERPRETATION ET REGLEMENT DES DIFFERENDS**

1. Le présent accord sera interprété au vu de son principal objectif, qui est de permettre au Bureau de mener ses activités de manière pleine et efficace.
2. Lorsque une allégation est fondée, la partie en défaut doit s'engager par écrit à remédier à l'infraction et à aviser l'autre partie par écrit des mesures prises ou envisagées pour être prises pour y remédier et empêcher de nouvelles infractions.
3. Tout différend entre le Gouvernement et le Fonds relatif à l'interprétation ou l'application du présent accord ou de tout accord complémentaire fera l'objet de consultations entre les deux parties et sera réglé à l'amiable par voie de négociation. En cas de conflit d'interprétation du présent accord, les parties se référeront en premier lieu à la version négociée en français pour résoudre la difficulté. À défaut de parvenir à une solution amiable, les parties prendront toutes les mesures nécessaires pour régler tout différend, désaccord ou réclamations découlant du présent accord ou de tout accord complémentaire par un autre mode de règlement mutuellement convenu.

**Article X**  
**ENTREE EN VIGUEUR, RESILIATION ET MODIFICATION**

1. Le présent accord sera soumis à la ratification du Gouvernement et entrera en vigueur dès que le FIDA recevra du Gouvernement notification de sa ratification conformément aux procédures constitutionnelles marocaines en vigueur.

2. Le présent accord demeurera en vigueur tant que le Bureau restera établi dans le Royaume du Maroc. Toutefois, il pourra être résilié par l'une ou l'autre des parties moyennant un préavis de six (6) mois.
3. Les obligations contractées par le Gouvernement et le Bureau en vertu du présent accord ne s'éteindront à sa résiliation qu'au terme de la période nécessaire pour permettre un retrait ordonné des biens, des fonds et des actifs du Fonds et du personnel et des autres personnes qui assurent des services au nom du Fonds.
4. Le présent accord ne pourra être modifié que par accord mutuel écrit entre les parties.

**EN FOI DE QUOI**, les soussignés, représentants dûment autorisés du Gouvernement et du Fonds respectivement, ont, au nom des deux parties, signé le présent accord le 08 mai 2015, à Rome, Italie, en deux (2) exemplaires originaux en langues arabe et française faisant également foi.

Signé:

**pour le Gouvernement  
du Royaume du Maroc**

Signé:

**Pour le Fonds international de  
développement agricole**

Hassan Abouyoub

Ambassadeur

Représentant permanent du

Royaume du Maroc auprès du FIDA

Kanayo F. Nwanze

Président

**Dahir n° 1-17-101 du 2 ramadan 1445 (13 mars 2024) portant publication de la Convention relative à la coopération judiciaire en matière pénale, faite à Pékin le 11 mai 2016 entre le Royaume du Maroc et la République populaire de Chine.**

---

LOUANGE A DIEU SEUL !

*(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)*

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Convention relative à la coopération judiciaire en matière pénale, faite à Pékin le 11 mai 2016 entre le Royaume du Maroc et la République populaire de Chine,

Vu la loi n° 52-16 portant approbation de la Convention précitée, promulguée par le dahir n° 1-17-54 du 8 hja 1438 (30 août 2017),

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à l'entrée en vigueur de la Convention précitée,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la Convention relative à la coopération judiciaire en matière pénale, faite à Pékin le 11 mai 2016 entre le Royaume du Maroc et la République populaire de Chine.

*Fait à Rabat, le 2 ramadan 1445 (13 mars 2024).*

Pour contreseing :

*Le Chef du gouvernement,*

AZIZ AKHANNOUCH.

---

Voir dans ce numéro le texte de la Convention en langue arabe.

**Dahir n° 1-19-107 du 2 ramadan 1445 (13 mars 2024) portant publication de l'Accord de siège fait à Marrakech le 10 décembre 2018 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et l'Union africaine relatif à l'établissement du siège de l'Observatoire africain des migrations à Rabat.**

LOUANGE A DIEU SEUL !

*(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)*

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'Accord de siège fait à Marrakech le 10 décembre 2018 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et l'Union africaine relatif à l'établissement du siège de l'Observatoire africain des migrations à Rabat ;

Vu la loi n° 01-19 portant approbation de l'Accord précité, promulguée par le dahir n° 1-19-99 du 5 kaada 1440 (8 juillet 2019) ;

Considérant la notification du Royaume du Maroc de l'accomplissement des formalités nécessaires à l'entrée en vigueur de l'Accord précité,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'Accord de siège fait à Marrakech le 10 décembre 2018 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et l'Union africaine relatif à l'établissement du siège de l'Observatoire africain des migrations à Rabat.

*Fait à Rabat, le 2 ramadan 1445 (13 mars 2024).*

Pour contreseing :

*Le Chef du gouvernement,*

AZIZ AKHANNOUCH.

\*

\* \*

**ACCORD DE SIEGE**

**ENTRE**

**LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DU MAROC**

**ET**

**L'UNION AFRICAINE**

**RELATIF A L'ETABLISSEMENT DU SIEGE DE**

**L'OBSERVATOIRE AFRICAIN DES MIGRATIONS A RABAT**

Le Gouvernement du Royaume du Maroc

et

L'Union africaine, représentée par la Commission de l'Union africaine.

Ci-après dénommés les « Parties »

Vu l'Acte constitutif de l'Union africaine ;

**Reconnaissant** l'engagement du Royaume du Maroc, sous l'impulsion de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, Leader de l'Union africaine pour la migration, aux niveaux national, régional et international, dans des politiques migratoires guidées par les principes fondamentaux du Droit international;

**Déterminés à mettre** en œuvre la décision [Assembly/AU/Dec.695 (XXXI)] de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union africaine, adoptée lors de sa trente et unième Session ordinaire tenue, du 1er au 2 juillet 2018, à Nouakchott, sur l'établissement de l'Observatoire Africain des Migrations au Royaume du Maroc et sa mise en place accélérée;

**Rappelant** les objectifs de l'Observatoire Africain des Migrations, portant principalement sur la collecte des données, l'échange d'informations et la coordination entre les pays africains, la création des synergies avec les initiatives continentales existantes sur la migration, et leur appui à travers le partage des données et de connaissances, afin de relever efficacement les défis liés aux flux migratoires en Afrique;

**Conformément** à la décision du Conseil exécutif EX.CL/195 (VII) Rév. 1 annexe III, adoptant les critères d'accueil qui ont ensuite été approuvés par la cinquième session ordinaire de l'Assemblée tenue à Syrte (Libye) les 4 et 5 juillet 2005;

**Désireux** de déterminer par le présent Accord les conditions générales et les modalités d'établissement et de fonctionnement de l'Observatoire Africain des Migrations au Royaume du Maroc.

**Sont convenus de ce qui suit :**

## **Article 1** **Définitions**

Aux fins du présent Accord, on entend par :

**Commission/CUA** : la Commission de l'Union africaine établie par l'article 20 de l'Acte constitutif de l'Union africaine.

**Etats Membres** : les Etats membres de l'Union africaine.

**Pays-hôte/Gouvernement** : le Gouvernement du Royaume du Maroc.

**OAM/Observatoire** : l'Observatoire Africain des Migrations.

**Pays-hôte** : le Royaume du Maroc.

## **Article 2** **Objet**

Le présent Accord a pour objet de fixer les dispositions sur la base desquelles l'OAM s'établit et exerce ses fonctions et activités au Royaume du Maroc.

## **Article 3** **Personnalité juridique**

Le Gouvernement reconnaît, conformément aux lois marocaines en vigueur, la personnalité juridique de l'OAM et, en particulier, sa capacité de :

- (a) conclure des contrats,
- (b) acquérir et d'aliéner des biens mobiliers et immobiliers,
- (c) ester en justice.

## **Article 4** **Inviolabilité du Siège**

1. Le siège de l'OAM est inviolable. Ses biens et avoirs, en quelque endroit qu'ils se trouvent et quel qu'en soit le détenteur sont exempts de perquisition, réquisition, confiscation, expropriation ou de toute autre forme de contrainte exécutive, administrative, judiciaire ou législative.

2. Les fonctionnaires ou agents du Gouvernement marocain ne pourront pénétrer dans les locaux de l'OOAM en leurs qualités officielles qu'à la demande ou avec le consentement du responsable désigné pour diriger l'OOAM ou son Adjoint. Ce consentement peut être présumé dans le cas de force majeure, d'incendie ou de toute autre calamité nécessitant des mesures immédiates de protection.
3. Les autorités compétentes du Royaume du Maroc prennent, dans la mesure du possible, toutes les mesures nécessaires pour assurer la protection du siège de l'OOAM et maintenir l'ordre dans son voisinage immédiat.
4. Les archives de l'OOAM, et, d'une manière générale, tous les documents lui appartenant sont inviolables.
5. L'OOAM ne doit pas permettre que son Siège serve de refuge à une personne poursuivie à la suite d'un crime ou d'un délit flagrant, ou objet d'un mandat de justice ou d'une condamnation pénale émanant des Autorités marocaines.
6. Les facilités ci-dessus ne peuvent en aucune manière être interprétées comme interdisant l'adoption par les Autorités marocaines compétentes de mesures de sécurité appropriées.

#### **Article 5**

#### **L'offre du Gouvernement marocain**

1. Conformément à la Décision relative aux critères pour accueillir des Organes de l'Union entérinée par la Conférence des Chefs d'Etats et de Gouvernement (E.X.CL/195 (VII) Rev.1 Annexe III), l'Etat hôte s'engage à mettre à la disposition de l'Observatoire des locaux meublés à usage de bureaux, autres équipements et fournitures nécessaires au démarrage effectif des activités de l'Observatoire.
2. Sans préjudice de l'alinéa 1 du présent article, rien ne doit empêcher le gouvernement du Royaume du Maroc d'offrir plus de facilités pour l'Observatoire, tant qu'il le jugera nécessaire.
3. Les spécificités techniques des locaux et des équipements définitifs de l'Observatoire sont convenues par les deux parties dans un délai convenable à compter de la signature du présent Accord de siège.

#### **Article 6**

#### **Facilités**

Le Gouvernement s'efforce, dans la mesure des moyens dont il dispose, de faire assurer, conformément aux demandes qui lui seraient faites par le responsable désigné pour diriger l'OOAM ou son Adjoint, les services publics nécessaires au siège, notamment le service postal, téléphonique, l'électricité et l'eau.

## **Article 7**

### **Privilèges et Exonérations**

1. L'OAM, ses biens, fonds, avoirs et autres biens, affectés à son usage officiel, jouissent sur le territoire du Maroc des privilèges suivants :

- a) Exonération de tout impôt direct ;
- b) Exonération de tout droit de douane à l'égard d'objets importés ou exportés pour l'usage officiel ; et
- c) Exonération à l'égard de leurs publications.

2. Sans être astreint à aucun contrôle, réglementation ou moratoire financier, l'OAM, dans le cadre de ses activités officielles, peut librement :

- a) détenir par les voies autorisées des fonds ou des devises de toute nature et avoir des comptes en n'importe quelle monnaie ;
- b) transférer ses fonds et ses devises à l'intérieur du territoire marocain et à destination ou en provenance du Royaume du Maroc et de convertir toute devise détenue par lui en toute autre monnaie.

3. L'OAM est exempt de toutes prohibitions ou restrictions d'importation ou d'exportation à l'égard des objets servant à l'accomplissement de sa mission. Cette exemption s'applique notamment aux mobiliers, aux fournitures, matériels, et équipements et ce, conformément à la législation marocaine en vigueur.

4. Les véhicules utilisés par l'OAM sont admis sous le régime de l'admission temporaire avec immatriculation dans la série spéciale (OI), conformément aux dispositions des lois et réglementations marocaines en vigueur.

## **Article 8**

### **Facilités de Communication**

1. L'OAM bénéficie sur le territoire du Pays-hôte, pour ses communications et sa correspondance officielles, d'un traitement au moins aussi favorable que celui qui est accordé par le Gouvernement aux Organisations internationales ou Missions diplomatiques au Royaume du Maroc, en matière de priorités, tarifs et taxes s'appliquant au courrier et aux différentes formes de communication et correspondance.

2. L'OAM a le droit d'employer des codes pour ses communications et sa correspondance officielles, d'expédier et de recevoir sa correspondance par des courriers ou valises scellées, qui bénéficient des mêmes privilèges et immunités que les courriers et valises diplomatiques. Les valises diplomatiques doivent porter visiblement l'emblème de l'UA et doivent contenir seulement des documents ou articles prévus pour usage officiel, et le courrier sera fourni avec un « Certificat Courrier » délivré par l'UA.



**Article 9**  
**Privilèges et Immunités des Fonctionnaires de l'AOAM**

1. Les fonctionnaires de l'AOAM, à l'exception des ressortissants marocains et personnes étrangères recrutées localement, jouissent, pour la durée de leur affectation, des privilèges et immunités suivants :

- a) immunité de juridiction pour les paroles, écrits et tous actes, dont ils sont responsables dans l'exercice de leurs fonctions officielles ;
- b) exonération de tout impôt sur les traitements et émoluments rémunérant leurs activités à l'AOAM ;
- c) exemption, pour eux-mêmes, leurs conjoints et enfants mineurs à charge, de toute obligation du service national ;
- d) exemption, pour eux-mêmes, leurs conjoints et enfants mineurs à charge, des mesures restrictives relatives à l'immigration et aux formalités d'enregistrement des étrangers;
- e) en ce qui concerne les facilités de change, les mêmes privilèges que les membres des Organisations internationales d'un rang comparable;
- f) des mêmes facilités de rapatriement que les membres des Organisations internationales de rang comparable en période de crise internationale, ainsi que leurs conjoints et enfants mineurs à charge;
- g) du droit d'importer en franchise des droits et taxes dus à l'importation de leurs mobiliers et effets personnels conformément aux dispositions législatives et réglementaires du Pays-hôte en vigueur;
- h) du régime de l'admission temporaire pour leurs véhicules personnels avec immatriculation dans la série spéciale "Organisation Internationale" (O.I.).
- i) Immunité d'arrestation, de détention

2. Outre les privilèges et immunités spécifiés ci-dessus, le responsable désignée pour diriger l'AOAM, son conjoint et ses enfants mineurs à charge, jouissent des immunités, exemptions et privilèges accordés par le Gouvernement aux autres Organisations internationales de rang comparable.

3. Outre les privilèges et immunités accordés aux fonctionnaires de l'AOAM au titre de cet Article, les membres du Conseil d'Administration jouissent des privilèges, immunités, exemptions et facilités accordés, conformément au Droit international, aux envoyés diplomatiques de rang comparable.

4. Les fonctionnaires de l'AOAM sont tenus de se conformer aux lois et règlements en vigueur dans le Pays-hôte.

### **Article 10** **Experts et Consultants**

1. Les experts et les consultants, à l'exception des ressortissants marocains et personnes étrangères recrutées localement, jouissent, en cas de besoin, et dans l'exercice de leurs fonctions pendant la durée de leur mission des privilèges et immunités suivants :

- a) immunité de juridiction pour les actes accomplis par eux dans l'exercice de leurs fonctions officielles, y compris leurs paroles et écrits ;
- b) immunité personnelle d'arrestation ou de détention ;
- c) exonération des impôts et taxes sur les traitements et émoluments versés par l'OAM, sous réserve de la réglementation en vigueur applicable aux membres des Organisations internationales en mission officielle temporaire ;
- d) immunités et facilités pour leurs effets personnels que celles reconnues aux fonctionnaires de l'OAM ;
- e) inviolabilité de tous papiers et documents quelle qu'en soit la forme et de tous matériels ayant trait à l'exercice de leurs fonctions au service de l'OAM ;
- f) en ce qui concerne les facilités de change, les mêmes facilités que les membres des Organisations internationales en mission officielle temporaire ;
- g) exemption, pour eux-mêmes, leurs conjoints et enfants mineurs à charge, de toute obligation du service national ;
- h) exemption, pour eux-mêmes, leurs conjoints et enfants mineurs à charge, des mesures restrictives relatives à l'immigration et aux formalités d'enregistrement des étrangers ;
- i) les mêmes facilités de rapatriement que les membres des Organisations internationales en période de crise internationale, ainsi que leurs conjoints et enfants mineurs à charge ;

2. Les experts et consultants sont tenus de se conformer aux lois et règlements en vigueur dans le Pays-hôte.

### **Article 11** **Levée de l'immunité**

1. Les privilèges et immunités prévus dans le présent Accord n'ont pas pour objet d'assurer un avantage personnel à leurs bénéficiaires, ils ont pour but exclusif d'assurer à l'OAM un fonctionnement libre quelles que soient les circonstances et de préserver la totale indépendance des personnes auxquelles ces privilèges et immunités sont accordés.

2. Le Président de la Commission peut lever l'immunité dans tous les cas où il estime que cette immunité empêcherait que justice soit faite et qu'elle peut être levée sans porter préjudice aux intérêts de l'Union.

3. Le responsable désigné pour diriger l'OAM ou son Adjoint prend toutes les mesures nécessaires pour prévenir tout abus de privilèges, immunités et facilités accordés en vertu du présent Accord.

#### Article 12

##### Personnel recruté localement

1. Les termes et conditions d'emploi des personnes étrangères recrutées localement auprès de l'OAM au Maroc devront être conformes aux dispositions législatives et réglementaires du Pays-hôte en vigueur.

2. Sous réserve des lois et réglementations marocaines en vigueur, les cotisations au régime de retraite et de sécurité sociale sont applicables aux personnes étrangères recrutées localement auprès de l'Observatoire au Maroc.

#### Article 13

##### Entrée et Séjour

1. Le Gouvernement s'engage à faciliter, conformément aux règles et procédures du Royaume du Maroc en vigueur, l'entrée et le séjour au Maroc aux personnes suivantes et à leur assurer la protection conformément aux dispositions du présent Accord :

- a) les fonctionnaires et autres employés de l'OAM ainsi que leurs conjoints et leurs enfants mineurs à charge ;
- b) les membres du Conseil d'Administration, les fonctionnaires de la CUA, ainsi que ceux des autres organes de l'UA se rendant en mission officielle auprès de l'OAM ;
- c) les experts et les consultants qui s'acquittent d'une mission pour le compte de l'OAM ainsi que leurs conjoints et leurs enfants mineurs à charge ;
- d) les représentants des Etats membres invités aux réunions et conférences organisées par l'OAM ;
- e) les autres personnes invitées au Siège de l'OAM à des fins officielles, dont les noms sont communiqués au Pays-hôte.

Les facilités spécifiées ci-dessus n'impliquent pas l'exemption de l'obligation de respecter les règlements de quarantaine et de santé en vigueur sur le territoire du Pays-hôte.

2. Le responsable désigné pour diriger l'OAM ou son Adjoint communique au Gouvernement une liste tenue à jour des membres du personnel de l'OAM avec

mention de la catégorie à laquelle ils appartiennent et l'informe de tout changement intervenant dans cette liste.

3. L'OAM communiquera suffisamment à l'avance au Gouvernement, la liste des personnes appelées à participer à ses réunions ou conférences.

#### **Article 14**

##### **Notifications des nominations et Cartes d'identification**

1. L'Union informe le Gouvernement lorsqu'un membre du personnel de l'OAM, un expert, un consultant ou un employé recruté localement prend ou abandonne ses fonctions.

2. Le responsable désigné pour diriger l'OAM ou son Adjoint adressent, une fois par an, au Gouvernement une liste de tous les membres du personnel indiquant leurs catégories. Ils indiquent dans chaque cas si la personne concernée est ou non ressortissant marocain ou recrutée localement.

3. A la demande du responsable désigné pour diriger de l'OAM et, en son absence, de son Adjoint, le Gouvernement délivrera une carte d'identification correspondante à leur qualité et leur grade à toutes les personnes visées dans le présent Accord.

4. Le responsable désigné pour diriger de l'OAM, son conjoint et ses enfants mineurs à charge, bénéficient d'une carte d'identification similaire à celle délivrée pour les représentants des Organisations internationales de rang comparable.

5. Les Fonctionnaires de l'OAM de la catégorie professionnelle du grade P5 et ceux du grade supérieur au P5, leurs conjoints et leurs enfants mineurs à charge, ont le droit à une carte d'identification spéciale similaire à celle délivrée pour les fonctionnaires de bureaux des Organisations internationales de rang comparable.

6. Tous les autres fonctionnaires de l'OAM et autres personnes exerçant des fonctions officielles en son sein, ainsi que leurs conjoints et leurs enfants mineurs à charge, ont le droit à une carte d'identification spéciale correspondant à leur rang.

#### **Article 15**

##### **Sécurité sociale**

Le Gouvernement du Royaume du Maroc et l'OAM s'accordent sur le fait que les membres du personnel de l'OAM travaillant pour le compte de l'OAM sont soumis au régime de retraite et de sécurité sociale établi par l'UA.

**Article 16****Drapeau, emblème et signes distinctifs**

L'OAM a le droit d'arborer le drapeau de l'UA, son emblème et ses signes distinctifs dans ses locaux et sur les véhicules et autre moyens de transport affectés à son usage officiel.

**Article 17****Coopération avec les Autorités Compétentes**

1. Sans préjudice des privilèges et immunités visés dans le présent Accord, les personnes jouissant de tels privilèges et immunités sont tenues de respecter les lois et réglementations du Pays-hôte, et de ne pas s'immiscer dans ses affaires internes.
2. Sans préjudice des privilèges et immunités visés dans le présent Accord, le responsable désigné pour diriger de l'OAM ou l'Adjoint devront coopérer à tout moment avec les autorités marocaines compétentes pour faciliter la bonne administration de la justice, assurer le respect des règlements de police et prévenir tout abus des facilités, privilèges et immunités accordés aux personnes visées dans le présent Accord.

**Article 18****Règlement des différends**

1. Le présent Accord sera interprété au vu de son principal objectif, qui est de permettre à l'OAM de mener ses activités de manière pleine et efficace.
2. Les différends entre les deux Parties résultants de l'interprétation ou de l'application du présent Accord et de tout Accord additionnel seront réglés à l'amiable par la voie diplomatique. A défaut de parvenir à une solution amiable, les Parties prendront toutes les mesures nécessaires pour régler tout différend, désaccord ou réclamation découlant du présent Accord ou de tout Accord additionnel par un autre mode de règlement mutuellement convenu.

**Article 19****Amendements et Révision**

1. Le présent Accord peut être amendé ou révisé, par consentement mutuel, à la demande de l'une ou l'autre des Parties. Les modifications agréées entreront en vigueur conformément aux dispositions de l'Article 20.
2. Les Parties sont habilitées à conclure des Annexes techniques ou Accords additionnels qui font partie intégrante du présent Accord.
3. Des consultations et des négociations pour amender ou réviser le présent Accord peuvent avoir lieu sur la demande d'une des Parties.

**Article 20**  
**Entrée en vigueur et fin de l'Accord**

1. Le présent Accord sera soumis à la signature des deux Parties. Il s'applique provisoirement à la date de sa signature, et entre en vigueur définitivement à la date à laquelle le Gouvernement notifie à la CUA l'accomplissement des formalités constitutionnelles requises à cet effet.
2. Le présent Accord et tout Accord additionnel demeureront en vigueur pour toute la durée de la présence de l'OAM au Royaume du Maroc.
3. Chaque Partie peut mettre fin au présent Accord ou à tout Accord additionnel conclu entre les Parties en notifiant par écrit son intention, six (6) mois, à l'avance à l'autre Partie.
4. Les obligations contractées par le Gouvernement et l'OAM en vertu du présent Accord et tout Accord additionnel ne s'éteindront à sa résiliation qu'au terme de la période nécessaire pour permettre un retrait ordonné des biens, des fonds et des actifs de l'OAM, ainsi que de son personnel.

**EN FOI DE QUOI**, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont procédé à la signature du présent Accord.

Fait à Marrakech, le 10 décembre 2018, en deux originaux en langues arabe et française. Les deux textes faisant également foi.

Pour  
le Gouvernement du Royaume du Maroc  
Nasser BOURITA  
Ministre des Affaires Etrangères et de  
la Coopération Internationale

Pour  
l'Union africaine  
Moussa FAKI MANAMAT  
Président de la Commission de  
l'Union africaine



## المادة 20

## دخول حيز التنفيذ وإنهاؤه

1. يقدم هذا الاتفاق للتوقيع من قبل الطرفين. ويطبق مؤقتا من تاريخ التوقيع عليه. ويدخل حيز التنفيذ نهائيا من تاريخ قيام الحكومة بإشعار مفوضية الاتحاد الإفريقي باستكمال الإجراءات الدستورية المطلوبة لذلك.
  2. يظل هذا الاتفاق وأي اتفاق تكميلي ساري المفعول طوال مدة تواجد المرصد في المملكة المغربية.
  3. يمكن لكل من الطرفين إنهاء العمل بهذا الاتفاق أو أي اتفاق تكميلي مبرم بين الطرفين، عن طريق إخطار كتابي بنيته قبل ستة (6) أشهر، موجه إلى الطرف الآخر.
  4. تظل الالتزامات التي تعهدت بها الحكومة والمرصد بموجب هذا الاتفاق وأي اتفاق تكميلي سارية المفعول بعد إنجازه، إلى حين انقضاء مدة لزمة تسمح بسحب ممتلكات وأموال وأصول المرصد وكذا موظفيه وإثباتا لذلك، قام الموقعان أسفله، المخول لهما بذلك، بالتوقيع على هذا الاتفاق.
- حرر في مراكش، بتاريخ 10 دجنبر 2018، في نظيرين أصليين باللغتين العربية والفرنسية. وللنصين معا نفس الحجية.

عن  
الاتحاد الإفريقي  
موسى فكي محمد  
رئيس مفوضية الاتحاد الإفريقي

عن  
حكومة المملكة المغربية  
ناصر بوريطة  
وزير الخارجية والتعاون الدولي

## المادة 16

## العلم والشارة والعلامات المميزة

يحق للمرصد رفع علم الاتحاد الإفريقي وشارته وعلاماته المميزة داخل مقراته وعلى سيارته وأي وسيلة نقل مخصصة لاستعماله الرسمي.

## المادة 17

## التعاون مع السلطات المختصة

1- يتمتع على الأشخاص الذين يتمتعون بهذه الامتيازات والحصانات احترام القوانين والأنظمة المعمول بها في البلد المضيف، وكذا عدم التدخل في شؤونه الداخلية دون الإخلال بالامتيازات والحصانات المنصوص عليها في هذا الاتفاق.

2- يجب على المسؤول المعين لتسيير المرصد أو نالبه أن يتعاون في أي وقت مع السلطات المختصة لتسهيل إقامة العدالة وضمان احترام أنظمة الشرطة والوقاية من أي سوء استفلال للتسهيلات والامتيازات والحصانات الممنوحة للأشخاص المشار إليهم في الاتفاق دون الإخلال بالامتيازات والحصانات المنصوص عليها في هذا الاتفاق.

## المادة 18

## تسوية الخلافات

1- يفسر هذا الاتفاق في ضوء غرضه الأساسي، وفق تمكين المرصد من الاضطلاع بمهامه بطريقة كاملة وفعالة.

2- يتم تسوية أي خلاف بين الطرفين بشأن تفسير أو تطبيق هذا الاتفاق وأي اتفاق تكميلي وديا عبر القنوات الدبلوماسية. وفي حالة عدم التوصل إلى حل ودي، يعمل الطرفان على اتخاذ جميع الإجراءات اللازمة لحل أي خلاف أو اختلاف أو شكاية مثبتة عن هذا الاتفاق أو أي اتفاق تكميلي عن طريق أي تسوية أخرى متوافق بشأنها.

## المادة 19

## تعديلات ومراجعة

1. يمكن تعديل أو مراجعة هذا الاتفاق بتوافق مشترك، بناء على طلب أحد الطرفين. وتدخل التعديلات المتفق عليها حيز التنفيذ وفقا لمقتضيات المادة 20.
2. يمكن للطرفين إبرام ملاحق تقنية أو اتفاقات تكميلية والتي تشكل جزءا من هذا الاتفاق.
3. يمكن لأحد الطرفين طلب إجراء مشاورات ومفاوضات لتعديل أو مراجعة هذا الاتفاق.



- ج- الخبراء المستشارون لتأدية مهمة لفائدة المرصد، وكذا أزواجهم وأبنائهم القاصرين تحت رعايتهم؛  
 د- ممثلي الدول الأعضاء المدعويين للاجتماعات والمؤتمرات المنظمة من قبل المرصد؛  
 هـ- باقي الشخصيات المدعوة لمرصد لأغراض رسمية، والتي تكون أسماؤهم مرسلة لدولة المقر.
- لا تؤثر التسهيلات المعددة أعلاه في الإعفاء من إجبارية احترام أنظمة الحجر والصحة السارية على تراب دولة المقر.
2. يُشعر المسؤول المعين لتسيير المرصد أو نائبه الحكومة بقائمة أعضاء موظفي المرصد معينة، مع الإشارة إلى الفئة التي ينتمون لها، ويغير بأي تغييرات تلحق هذه اللائحة.
3. يُشعر المرصد بوقت كاف مسبق الحكومة باللائحة الأشخاص المدعويين للمشاركة في اجتماعاته أو مؤتمراته.

## المادة 14

## إشعار التعيينات وبطاقة التعريف

1. يشعر الاتحاد الإفريقي الحكومة بالتحاق فرد من موظفي أو خبير أو مستشار أو موظف متعاقد محليا بحمله في المرصد أو يفادره.
2. يُوجه المسؤول المعين لتسيير المرصد أو نائبه، مرة واحدة في السنة، لائحة بجميع أعضاء الموظفين إلى الحكومة، تتضمن وظائفهم. ويشيران في كل حالة إذا كان الشخص المعني مواطناً مغربياً أو متعاقد معه محلياً من عدمه.
3. تقوم الحكومة، بناء على طلب من المسؤول المعين لتسيير المرصد أو نائبه عند غيابه، بإصدار بطاقة تعريف تقابل صفتهم ودرجتهم لجميع الأشخاص المعنيين بهذا الاتفاق.
4. يستفيد المسؤول المعين لتسيير المرصد وزوجه وأبنائهم القاصرين تحت رعايته، من بطاقة تعريف مماثلة لتلك المسلمة لتمثيلات المنظمات الدولية من نفس الدرجة.
5. يحق لموظفي المرصد، من الفئة المهنية من الدرجة الخامسة (P5) أو من درجة أعلى وكذا أزواجهم وأبنائهم القاصرين تحت رعايتهم، الحصول على بطاقة تعريف خاصة مماثلة لتلك المسلمة لموظفي مكاتب المنظمات الدولية من نفس الدرجة.
6. يحق لجميع باقي موظفي المرصد وباقي الأشخاص المكلفين بمهام رسمية داخله، وأزواجهم وأبنائهم القاصرين تحت رعايتهم، التوفر على بطاقة تعريف خاصة مماثلة لدرجتهم.

## المادة 15

## الضمان الاجتماعي

بناء على تفاهم بين حكومة المملكة المغربية والمرصد، يخضع الموظفون الذين يعملون لفائدة المرصد لنظام التقاعد والضمان الاجتماعي المحدث من قبل الاتحاد الإفريقي.

ح- إعفاؤهم وأزواجهم وأبنائهم القاصرين تحت رعايتهم من أي إجراء مقيد متعلق بالهجرة وإجراءات تسجيل الأجانب؛

ط- من نفس تسهيلات الإجماء المخولة لأعضاء المنظمات الدولية في وقت النزاعات الدولية، وكذا بالنسبة لأزواجهم وأطفالهم القاصرين تحت رعايتهم؛

2. يتعين على المستشارين والخبراء الامتثال للقوانين والأنظمة السارية في دولة المقر.

#### المادة 11

##### رفع الحصانة

1. إن الامتيازات والحصانات الممنوحة لموظفي المرصد بموجب هذا الاتفاق لا يراد بها تأمين مصلحة شخصية للمستفيدين، ويهدف حصريا ضمان عمل المرصد بحرية، مهما كانت الظروف، والحفاظ على استقلالية الأشخاص المستفيدين من الامتيازات والحصانات.

2. يجوز لرئيس المفوضية رفع الحصانة. في جميع الحالات، التي يرى فيها أن هذه الحصانة يمكن أن تحول دون أن تأخذ العدالة مجراها وأنه يمكن رفعها دون الإضرار بمصالح الاتحاد الإفريقي.

3. يأخذ المسؤول المعين لتسيير المرصد أو نائبه، جميع الترتيبات اللازمة لمنع إساءة استعمال الامتيازات والحصانات والتسهيلات الممنوحة بموجب هذا الاتفاق.

#### المادة 12

##### الموظفين المحليين

1. يجب أن تنطبق مقتضيات وشروط عمل الأجانب الموظفين محليا لدى المرصد بالمغرب، مع المقتضيات التشريعية والتنظيمية لدولة المقر السارية.

2. مع مراعاة القوانين والأنظمة المغربية السارية، تطبق المساهمات في نظام التقاعد والضمان الاجتماعي على الأجانب المتعاقد معهم محليا لدى المرصد بالمغرب.

#### المادة 13

##### الدخول والإقامة

1. تتعهد الحكومة بتسهيل الدخول والإقامة، وفقا لأنظمة ومساطر المملكة المغربية وطبقا لمقتضيات هذا الاتفاق، وتأمين حماية الأشخاص التالية:

- أ- موظفو وباقي مستخدمي المرصد، وكذا أزواجهم وأبنائهم القاصرين تحت رعايتهم؛
- ب- أعضاء مجلس الإدارة وموظفي مفوضية الاتحاد الإفريقي وباقي أجهزة الاتحاد الإفريقي المتوجهين في مهمة رسمية لدى المرصد؛

- د- إعفاؤهم وأزواجهم وأبنائهم القاصرين تحت رعايتهم من تدابير تقييدية خاصة بالهجرة وشكليات تسجيل الأجناب؛
- هـ- فيما يخص تسهيلات الصرف، من نفس الامتيازات المخولة للمنظمات الدولية من نفس الدرجة؛
- و- الاستفادة من تسهيلات الإجراء المخولة لأعضاء المنظمات الدولية من نفس الدرجة في فترات الأزمات الدولية وكذا بالنسبة لأزواجهم وأبنائهم القاصرين تحت رعايتهم؛
- ز- حق استيراد، مع الإعفاء من أداء الضرائب والرسوم المفروضة على الأمتعة والأغراض الشخصية المستوردة، طبقاً للمقتضيات القانونية والتنظيمية السارية في دولة المقر؛
- ح- من نظام الاستيراد المؤقت للعبوات الشخصية وتسجيلها تحت السلسلة الخاصة (م.د/0.1)؛
- ط- حصانة الإيقاف والاعتقال.
2. بالإضافة للامتيازات والحصانات الخاصة المشار إليها أعلاه، يتمتع المسؤول المعين لتسيير المرصد وزوجه وأبنائه القاصرون تحت رعايته، من الحصانة والإعفاءات والامتيازات المخولة من الحكومة للمنظمات الدولية من نفس الدرجة.
3. بالإضافة إلى الامتيازات والحصانات المخولة لموظفي المرصد بموجب هذه المادة، يتمتع أعضاء مجلس الإدارة بالحصانات والامتيازات والإعفاءات والتسهيلات المخولة، بموجب القانون الدولي، للمندوبين الدبلوماسيين من نفس الدرجة.
4. يتعين على موظفي المرصد الامتثال للقوانين والأنظمة السارية في دولة المقر.

#### المادة 10

##### الخبراء والمستشارون

1. يتمتع الخبراء والمستشارون، باستثناء المواطنين المغاربة والأجناب المتعاقد معهم محلياً، في حالة الضرورة، وفي إطار ممارسة المهام الموكولة لهم خلال مدة مهمتهم من الامتيازات والحصانات التالية:
- أ- الحصانة القضائية على الأعمال المنجزة من طرفهم في إطار ممارستهم لمهامهم الرسمية، بما فيها أهوالهم وكتاباتهم؛
- ب- الحصانة الشخصية من الإيقاف والاعتقال؛
- ج- الإعفاء من الضرائب والرسوم على المعاملات والمرتبات المحولة من المرصد، مع مراعاة الأنظمة السارية المطبقة على أعضاء المنظمات الدولية في مهمة رسمية مؤقتة؛
- د- الحصانة والتسهيلات على الأغراض الشخصية كما هو معترف بها لموظفي المرصد؛
- هـ- حصانة جميع الأوراق والوثائق كيفما كان شكلها وأية وسيلة مرتبطة بممارسة مهامهم لفائدة المرصد؛
- و- بالنسبة لتسهيلات الصرف، نفس تسهيلات أعضاء المنظمات الدولية في مهمة رسمية مؤقتة؛
- ز- إعفاؤهم وأزواجهم وأبنائهم القاصرين تحت رعايتهم من أي خدمة وطنية؛

2. من دون أن تكون مقيدة بأي مراقبة تنظيمية أو مالية، يحق للمرصد في إطار أنشطته الرسمية حرية:
- أ- امتلاك، بموجب القنوات المسموح بها، أصول أو عملات من أي طبيعة، والتوفر على حسابات بأي عملة؛
- ب- تحويل أصوله وعملاته داخل التراب المغربي والموجهة أو القادمة إلى المملكة المغربية، وصرفه لأي عملة مملوكة له إلى عملة أخرى.
3. يعفى المرصد من أي منع أو تقييد لاستيراد أو تصدير في مواجهة الأغراض الموجهة لاستكمال مهامه. ويطبق هذا الإعفاء خاصة على المنقول والأدوات والمواد والتجهيزات طبقا للتشريع المغربي الساري.
4. يتم إدراج السيارات المستعملة من قبل المرصد في نظام الاستيراد المؤقت مع الترقيم في السلسلة الخاصة (م.د/0.1)، طبقا لمقتضيات القوانين والأنظمة المغربية السارية.

#### المادة 8

##### تسهيلات الاتصال

1. يتمتع المرصد على تراب دولة المقر، بالنسبة لاتصالاته ومراسلاته الرسمية، بمعاملة لا تقل أفضلية عن تلك المخولة من قبل الحكومة للمنظمات الدولية أو الهيئات الدبلوماسية بالمملكة المغربية، من حيث الأولوية أو التعريف أو الضرائب المفروضة على البريد ومختلف أشكال الاتصال والإرسال.
2. يمكن للمرصد استعمال رموز بالنسبة لاتصالاته ومراسلاته الرسمية، وإرسال مراسلات عبر البريد أو حقائب مغلقة والتوصل بها، والتي تتمتع بنفس الامتيازات والحصانات المخولة للرسائل والحقائب الدبلوماسية. ويتعين على الحقائب الدبلوماسية أن تحمل بصورة واضحة شعار (الاتحاد الإفريقي/U.A.) وأن تتضمن فقط الوثائق والأشياء الموجهة للاستعمال الرسمي، وتكون المراسلة مرفقة بـ "شهادة رسالة" صادرة عن الاتحاد الإفريقي.

#### المادة 9

##### امتيازات وحصانات موظفي المرصد

1. يتمتع موظفو المرصد، باستثناء المواطنين المغاربة والأشخاص من جنسية أجنبية متعاقد معهم محليا، لمدة انتدابهم، من الامتيازات والحصانات التالية:
- أ- الحصانة القضائية على الأقوال والكتابات وجميع الأعمال التي يكونون مسؤولين عنها في إطار ممارسة مهامهم الرسمية؛
- ب- الإعفاء من أي ضريبة بخصوص معاملة أو راتب كتمويض عن أنشطتهم في المرصد؛
- ج- إعفاؤهم وأزواجهم وأبنائهم القاصرين تحت رعايتهم من واجبات خاصة بالخدمة الوطنية؛



3. تعمل سلطات المملكة المغربية المختصة، في حدود الإمكان، على القيام بجميع الإجراءات المناسبة من أجل حماية مقر المرصد وحفظ النظام في محيطه القريب.
4. لا يتمتع بصفة عامة أرشيف المرصد وجميع الوثائق التي تعود له.
5. لا يسمح للمرصد بأن يكون مقره مرتعا لنجوء شخص متابع من أجل جنابة أو مخالفة جسيمة، أو موضوع مذكرة قضائية أو حكم جنائي صادر عن السلطات المغربية.
6. لا يمكن اعتبار التسهيلات المشار إليها أعلاه مقيدة لقرار السلطات المغربية المختصة لإجراءات السلامة المناسبة.

#### المادة 5

##### العرض الحكومي المغربي

1. وفقا للقرار المتعلق بمعايير استضافة هيئات الاتحاد، الذي أقره مؤتمر رؤساء الدول والحكومات (EX.CL/195(VII) Rév.1 ، المرفق الثالث) ، فإن الدولة المضيفة تتعهد بتزويد المرصد بمكاتب مؤثثة، ومعدات وإمدادات أخرى ضرورية لبدء أنشطة المرصد بفعالية.
2. دون المساس بالفقرة 1 من هذه المادة، لا شيء يمنع حكومة المملكة المغربية من توفير المزيد من التسهيلات للمرصد طالما يراه ضروريا.
3. يتفق الطرفان على الخصوصية التقنية لمباني المرصد والمعدات التبانة في غضون فترة زمنية معقولة من تاريخ التوقيع على اتفاق المقر هذا.

#### المادة 6

##### تسهيلات

تبحث الحكومة، في حدود الإمكانيات المتاحة لديها، بناء على الطلبات التي يقدمها المسؤول المعين لتسيير المرصد أو نائبه لتأمين الخدمات العمومية اللازمة للمقر، خاصة خدمات البريد والهاتف والكهرباء والماء.

#### المادة 7

##### الامتيازات والإعفاءات

1. يتمتع المرصد وممتلكاته وأصوله وأي ممتلكات أخرى، المخصصة للاستعمال الرسمي على تراب المملكة المغربية بالامتيازات التالية:

- أ- الإعفاء من أي ضريبة مباشرة؛
- ب- الإعفاء من أي رسم جمركي على الأغراض المستوردة أو المصدرة المخصصة للاستعمال الرسمي؛
- ج- الإعفاء في مواجهة نشرها.

اتفقتا على ما يلي:

## المادة الأولى

### تعريف

يقصد في مفهوم هذا الاتفاق بالعبارات التالية:

- "المفوضية": مفوضية الاتحاد الإفريقي المحدثة بموجب المادة 20 من القانون التأسيسي للاتحاد الإفريقي.  
"الدول الأعضاء": الدول الأعضاء في الاتحاد الإفريقي،  
"البلد المضيف/الحكومة": حكومة المملكة المغربية.  
"المرصد": المرصد الإفريقي للهجرة.  
"دولة المقر": المملكة المغربية.

## المادة 2

### الهدف

يهدف هذا الاتفاق إلى تحديد الأحكام المتعلقة بأساس إحداث المرصد والقيام بمهامه وأنشطته بالمملكة المغربية.

## المادة 3

### الشخصية القانونية

تعترف الحكومة، طبقا للقوانين المغربية السارية، بالشخصية القانونية للمرصد، ولاسيما، أهليتها لـ

- إبرام العقود؛
- امتلاك والتصرف في الممتلكات المنقولة وغير المنقولة والتنازل عنها؛
- الترافع أمام القضاء.

## المادة 4

### حرمة المقر

- لا تنتهك حرمة المرصد، وتتمتع ممتلكات وأصول المرصد، أينما وجدت وأيا كان حائزها، بالحصانة من التفتيش أو الاستيلاء أو المصادرة أو نزع الملكية أو أي شكل آخر من أشكال الإجراءات التعهيدية سواء أكانت تنفيذية أو إدارية أو قضائية أو تشريعية.
- لا يحق لموظفي وأعوان الحكومة المغربية دخول مقرات المرصد بصفتهم الرسمية إلا بطلب أو بعد إذن المسؤول المعين لتسيير المرصد أو نائبه. ويمكن افتراض هذه الموافقة في حالة القوة القاهرة أو حريق أو أي حادث آخر يستدعي تدخل قوات الحماية.



اتفاق المقر  
بين حكومة المملكة المغربية والاتحاد الإفريقي بشأن  
إنشاء مقر المرصد الإفريقي للهجرة بالرباط

إن حكومة المملكة المغربية

و

الاتحاد الإفريقي، ممثلاً بمفوضية الاتحاد الإفريقي

المشار إليهما بـ "الطرفين"،

اعتباراً للقانون التأسيسي للاتحاد الإفريقي،

واعترافاً متبادلاً بالتزام المملكة المغربية، تحت قيادة جلالة الملك محمد السادس، راند الاتحاد الإفريقي في موضوع الهجرة، على المستوى الوطني والجهوي والقاري والدولي، في سياسات الهجرة التي تمشد بالقواعد الأساسية للقانون الدولي.

وعزماً متبادلاً على تنفيذ القرار [ *Assembly/AU/Dec.695 (XXXI)* ] الصادر عن مؤتمر رؤساء دول وحكومات الاتحاد الإفريقي، المعتمد خلال الدورة العادية الواحدة والثلاثون، المنعقدة يومي فاتح و02 يوليو 2018، بتواكسوط، بشأن إحداث المرصد الإفريقي للهجرة بالمملكة المغربية مع التعجيل بإخراجه للوجود،

تذكيراً منهما بكون أهداف المرصد الإفريقي للهجرة تنصب على جمع المعطيات وتبادل المعلومات والتنسيق بين الدول الإفريقية، وإحداث التكامل مع المبادرات القارية القائمة بشأن الهجرة، ودعمها عن طريق تبادل المعلومات والمعارف من أجل رفع التحديات المرتبطة بتدفق الهجرة في إفريقيا.

وطبقاً لقرار المجلس التنفذي [ *EX.CL/195(VII) Rév.1 annexe III* ] المعتمد لمعايير الاستقبال والتي تم المصادقة عليها لاحقاً من قبل الدورة العادية الخامسة للجمعية والمنعقدة بسرت (ليبيا) يومي 4 و5 يوليو 2005.

ورغبة منهما في تحديد، من خلال هذا الاتفاق، الشروط العامة للمرصد الإفريقي للهجرة ومعايير إحداثه وعمله بالمملكة المغربية،

ظهير شريف رقم 1.19.107 صادر في 2 رمضان 1445 (13 مارس 2024) بنشر اتفاق المقر الموقع بمراكش في 10 ديسمبر 2018 بين حكومة المملكة المغربية والاتحاد الإفريقي بشأن إنشاء مقر المرصد الإفريقي للهجرة بالرباط

الحمد لله وحده،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على اتفاق المقر الموقع بمراكش في 10 ديسمبر 2018 بين حكومة المملكة المغربية والاتحاد الإفريقي بشأن إنشاء مقر المرصد الإفريقي للهجرة بالرباط ؛

وعلى القانون رقم 01.19 الموافق بموجبه على الاتفاق المذكور والصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.19.99 بتاريخ 5 ذي القعدة 1440 (8 يوليو 2019) ؛

ونظرا لإعلام المملكة المغربية باستيفاء الإجراءات اللازمة لدخول الاتفاق المذكور حيز التنفيذ،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

ينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، اتفاق المقر الموقع بمراكش في 10 ديسمبر 2018 بين حكومة المملكة المغربية والاتحاد الإفريقي بشأن إنشاء مقر المرصد الإفريقي للهجرة بالرباط.

وحرر بالرباط في 2 رمضان 1445 (13 مارس 2024).

وقعه بالعطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء : عزيز أخنوش.

\*

\* \*

4- لا تؤثر هذه الاتفاقية على التعاون الذي يجريه الطرفان المتعاقدان في ميدان التعاون القضائي في المجال الجنائي وفقا لاتفاقيات أخرى يكونان طرفا فيها.

5- يمكن تعديل هذه الاتفاقية في أي وقت باتفاق كتابي بين الطرفين المتعاقدين، وتتدخل هذه التعديلات حيز التنفيذ وفقا لنفس الإجراءات الواردة في هذه المادة وتكون جزءا لا يتجزأ من هذه الاتفاقية.

6- يمكن للطرفين المتعاقدين إنهاء العمل بهذه الاتفاقية في أي وقت بتوجيه إشعار كتابي بالإنتهاء للطرف الآخر بواسطة القناة الدبلوماسية، ويسري مفعول الإنتهاء ستة أشهر بعد تاريخ الإشعار المنكور. لا يؤثر إنهاء هذه الاتفاقية على طلبات التعاون التي بدأت قبل هذا الإنتهاء.

ولهذا الغرض، قام الموقعان المخول لهما من قبل حكومتيهما بالتوقيع على هذه الاتفاقية.

حرر في بجين بتاريخ 11 ماي 2016 في نظيرين أصليين باللغتين العربية والصينية، ولكلا النصين نفس الحجية القانونية.

عن  
جمهورية الصين الشعبية

زانك مينك  
نائب وزير الشؤون الخارجية

عن  
المملكة المغربية

مصطفى الرميد  
وزير العدل والحريات

- أ) المصاريف المتعلقة بسفر و إقامة ومغادرة أشخاص الطرف المطلوب منه التعاون وفقا للمادة 9 من هذه الاتفاقية؛
- ب) المصاريف و التعويضات المتعلقة بسفر و إقامة و مغادرة الأشخاص الطرف الطالب وفقا للمادتين 11 أو 12 من هذه الاتفاقية، طبقا للمعايير أو التنظيمات المعمول بها في المكان الذي تقع فيه هذه المصاريف؛
- ت) مصاريف الخبرة؛
- ث) مصاريف الترجمة و الترجمة الشفهية.
- 2- بناء على طلب، يدفع الطرف الطالب تسبقا للمصاريف التي تقع على عاتقه.
- 3- إذا اتضح أن تنفيذ الطلب يحتاج إلى مصاريف ذات طبيعة استثنائية، فإن على الطرفين المتعاقدين التشاور فيما بينهما قصد تحديد الأحكام و الشروط التي يتم فيها تنفيذ الطلب.

## المادة الثانية والعشرين

### تسوية المنازعات

يتشاور الطرفان المتعاقدان حول حل أي نزاع ينشأ عن تأويل أو تطبيق هذه الاتفاقية عبر القنوات الدبلوماسية إذا لم تتمكن السلطات المركزية للطرفين من الوصول إلى اتفاق.

## المادة الثالثة والعشرين

### مقتضيات ختامية

- 1- تخضع هذه الاتفاقية للمصادقة.
- 2- تدخل هذه الاتفاقية حيز التنفيذ بعد مضي ثلاثين (30) يوما من تاريخ التوصل، عبر القناة الدبلوماسية، بأخر الإشعارين المتعلقين باستكمال الطرفين المتعاقدين للإجراءات القانونية المتطلبة لكلا البلدين طبقا لقانونهما الداخلي.
- 3- تطبق مقتضيات هذه الاتفاقية على الطلبات التي يتم التوصل بها بعد دخولها حيز التنفيذ حتى ولو كانت الجريمة المعنية قد ارتكبت قبل ذلك التاريخ.

## المادة السابعة عشرة التبليغ بنتائج الإجراءات في المجال الجنائي

وفقاً لأحكام هذه الاتفاقية، يبلغ الطرف الطالب الطرف المطلوب منه التعاون نتائج الإجراءات القضائية التي يتعلّق بها الطلب.

## المادة الثامنة عشرة تقديم بطاقة السوابق العدلية

- 1 - تتبادل السلطان المركزيّان للطرفين قدر الإمكان بيان الإدانات الصادرة عن الجهات القضائية للطرفين ضد مواطني الطرف الآخر.
- 2 - في حالة المتابعة أمام جهة قضائية للطرف الطالب، يقدم الطرف المطلوب منه التعاون إلى الطرف الطالب بناء على طلبه، بطاقة السوابق القضائية المتعلقة بالشخص موضوع المتابعة.

## المادة التاسعة عشرة تبادل المعلومات حول التخريب

يقوم الطرفان المتعاقدان، بناء على طلب، بتبادل القوانين و المعلومات حول التطبيق القضائي المتعلق بتنفيذ هذه الاتفاقية في بلديهما.

## المادة العشرون إخفاء الرسمية و المصادقة

لأغراض هذه الاتفاقية، لا تستلزم الوثائق المقدمة وفقاً لهذه الاتفاقية أي شكل من أشكال الرسمية أو المصادقة.

## المادة الحادية والعشرون المصاريف

- 1 - يتحمل الطرف المطلوب منه التعاون المصاريف المتعلقة بتنفيذ الطلب، غير أنه يتعين على الطرف الطالب تحمل المصاريف الآتية:



## المادة الخامسة عشرة استرجاع الوثائق و الملفات و أدلة الإثبات

بناء على طلب الطرف المطلوب منه التعاون، يقوم الطرف الطالب في أقرب الآجال بإعادة الوثائق أو الملفات الأصلية و أدلة الإثبات للطرف المطلوب منه التعاون المسلمة له من قبل هذا الأخير وفقا للمادتين 9 و 14 من هذه الاتفاقية.

## المادة السادسة عشرة مصادرة عائدات و أدوات الجريمة و تحويلها للطرف الطالب

- 1- يبذل الطرف المطلوب منه التعاون، بناء على طلب، كافة جهوده للتحقق ما إذا كانت عائدات و أدوات الجريمة متواجدة بإقليمه و يبلغ الطرف الطالب بنتيجة ذلك. وعند تقديم هذا الطلب، يعلم الطرف الطالب الطرف المطلوب منه التعاون بالأسباب التي جعلته يعتقد بأن هذه العائدات أو الأدوات يمكن أن تتواجد في إقليم هذا الأخير.
- 2- عندما يتم العثور على عائدات أو أدوات يشتبه أنها ناتجة من الجريمة، وفقا لما تنص عليه الفقرة الأولى من هذه المادة، يقوم الطرف المطلوب منه التعاون، بناء على طلب الطرف الطالب، باتخاذ إجراءات التجميد و الحجز و المصادرة لهاته العائدات أو الأدوات وفقا لتشريعه الوطني.
- 3- بطلب من الطرف الطالب، يمكن للطرف المطلوب منه التعاون، حسب ما يسمح به تشريعه الوطني، ووفق الأحكام و الشروط التي يتفق عليها الطرفان المتعاقدان، تحويل كل أو جزء من عائدات و أدوات الجريمة أو عائدات بيعها إلى الطرف الطالب.
- 4- تطبقا لهذه المادة، تحترم الحقوق الشرعية و مصالح الطرف المطلوب منه التعاون و الغير في هذه العائدات أو الأدوات وفق تشريع الطرف المطلوب منه التعاون.



بأي شكل آخر من قبل الطرف الطالب بسبب أي فعل سابق لدخوله إقليمه، ولا يجوز إلزام هذا الشخص بأن يدلي بشهادته في أي تحقيق متابعة أو أي إجراء آخر غير الإجراءات التي يتعلق بها الطلب، إلا إذا وافق الطرف المطلوب منه التعاون وهذا الشخص مسبقاً على ذلك.

2- يتوقف العمل بالفقرة الأولى من هذه المادة إذا أصبح الشخص المشار إليه حراً في مغادرة الطرف الطالب ولم يغادره في غضون خمسة عشر (15) يوماً بعد تبليغه رسمياً بأن حضوره لم يعد ضرورياً أو إذا عاد بمحض إرادته بعد المغادرة. لا تشمل هذه المدة الفترة التي لم يغادر فيها الشخص إقليم الطرف الطالب لظروف خارجة عن إرادته.

3- لا يكون الشخص الذي يرفض الإدلاء بشهادته أو الحضور خلال التحقيقات وفقاً للمادتين 11 أو 12 موضوع أي عقوبة ولا خاضعاً لأي تدبير مقيد لحريته الشخصية بسبب هذا الرفض.

## المادة الرابعة عشرة

### البحث والتفتيش والتجميد والحجز

1- يقوم الطرف المطلوب منه التعاون، في حدود ما يسمح به تشريعه الوطني، بتنفيذ طلب البحث والتفتيش والتجميد وحجز الأشياء والأموال التي من شأنها أن تشكل أدلة إثبات.

2- يقوم الطرف المطلوب منه التعاون بتقديم المعلومات التي يطلبها الطرف الطالب بخصوص مآل تنفيذ الطلب، بما فيها المعلومات حول نتائج البحث أو التفتيش، ومكان وظروف التجميد أو الحجز، والحفظ اللاحق للأشياء والأموال التي من شأنها أن تشكل أدلة إثبات.

3- يمكن للطرف المطلوب منه التعاون أن يرسل الأشياء والأموال التي من شأنها أن تشكل أدلة إثبات المحجوزة إلى الطرف الطالب إذا قبل هذا الأخير بأحكام و شروط الإرسال كما اقترحها الطرف المطلوب منه التعاون.

## المادة الحادية عشرة مثول الأشخاص للإدلاء بشهادتهم

عندما يطلب الطرف الطالب مثول الشخص للإدلاء بشهادته في إقليمه، يدعو الطرف المطلوب منه التعاون هذا الشخص للمثول أمام السلطات القضائية للطرف الطالب. ويحدد الطرف الطالب مدى التعويضات والمصاريف التي ستدفع للشخص ويشعر الطرف المطلوب منه التعاون فوراً الطرف الطالب بجواب الشخص.

## المادة الثانية عشرة نقل الأشخاص المعتقلين للإدلاء بشهادتهم

- 1- يمكن للطرف المطلوب منه التعاون، بناء على طلب الطرف الطالب نقل الشخص المعتقل في إقليمه إلى الطرف الطالب مؤقتاً ليمتثل أمام السلطات القضائية للإدلاء بشهادته إذا:
  - (أ) وافق الشخص على ذلك؛
  - (ب) توصل الطرفان مسبقاً إلى اتفاق كتابي حول شروط النقل.
- 2- إذا كان ينبغي إبقاء الشخص الذي تم نقله رهن الاعتقال وفقاً لقوانين الطرف المطلوب منه التعاون، يتعين على الطرف الطالب إبقاء هذا الشخص رهن الاعتقال.
- 3- يتعين على الطرف الطالب إعادة الشخص الذي تم نقله إلى الطرف المطلوب منه التعاون بمجرد انتهائه من الإدلاء بالشهادة.
- 4- وفقاً لهذه المادة، تخصص المدة التي قضاها الشخص الذي تم نقله لدى الطرف الطالب من المدة الزمنية التي حكم بها عليه لدى الطرف المطلوب منه التعاون.

## المادة الثالثة عشرة حماية الضموم والخبراء

- 1- إذا وجد شاهد أو خبير على إقليم الطرف الطالب بناء على المادتين 11 أو 12، لا يجوز التحقيق معه أو متابعته أو اعتقاله أو معاقبته أو تقييد حريته الشخصية

هذا التبليغ في شكل وصل موقع ومؤرخ من المرسل إليه. وإذا تعذر التسليم يتم إشعار الطرف الطالب في أقرب الآجال مع ذكر الأسباب التي حالت دون التسليم.

## المادة التاسعة

### الإدلاء بالخمادة

- 1 - يقوم الطرف المطلوب منه التعاون. طبقاً لتشريع الوطنى وبناء على طلب، بتلقى الشهادة وإرسالها إلى الطرف الطالب.
- 2- عندما يتعلق الطلب بتسليم وثائق أو ملفات. يمكن للطرف المطلوب منه التعاون أن يسلم نسخاً منها مصادقاً على صحتها. غير أنه عندما يطلب الطرف الطالب صراحة إرسال الوثائق الأصلية يستجيب الطرف المطلوب منه بقدر الإمكان لهذا الطلب.
- 3- ما لم يتعارض ذلك مع قانون الطرف المطلوب منه التعاون. يصادق هذا الأخير على الوثائق والأدلة التي ترسل وفقاً لهذه المادة للطرف الطالب حسب الأشكال التي يطلبها لجعلها مقبولة طبقاً لقوانين الطرف الطالب.
- 3- ما لم يتعارض ذلك مع قانون الطرف المطلوب منه التعاون، يجوز على هذا الأخير السماح للأشخاص المشار إليهم في الطلب بحضور تنفيذ وطرح الأسئلة على الشاهد عن طريق موظفي السلطات المختصة للطرف المطلوب منه التعاون. لهذا الغرض، يشعر الطرف المطلوب منه التعاون الطرف الطالب بتاريخ ومكان تنفيذ الطلب.

## المادة العاشرة

### رفض الإدلاء بالخمادة

- 1- يمكن للشخص الذي استدعي للإدلاء بشهادته، وفقاً لهذه الاتفاقية، رفض الإدلاء بها إذا كانت قوانين الطرف المطلوب منه التعاون تسمح للشخص بعدم الإدلاء بالشهادة في ظروف مماثلة خلال إجراءات قائمة لديه.
- 2- إذا ادعى الشخص الذي استدعي للإدلاء بشهادته وفقاً لهذه الاتفاقية بأن له حق أو امتياز الحصانة من الإدلاء بشهادته طبقاً لقوانين الطرف الطالب، يتم تلقي الشهادة ويبلغ هذا الطلب إلى السلطة المركزية للطرف الطالب.



## المادة السابعة

### السرية وحدود الاستعمال

- 1 - يجب على الطرف المطلوب منه التعاون. إذا طلب منه الطرف الطالب ذلك. أن يحافظ على سرية طلب التعاون القضائي، وكذا مضمونه والوثائق المدعمة له وأي إجراء يتم اتخاذه وفقا للطلب. وإذا كان من غير الممكن تنفيذ الطلب بدون إفشاء السرية، يعلم الطرف المطلوب منه التعاون الطرف الطالب الذي يقرر فوراً ما إذا كان ينبغي تنفيذ الطلب بالرغم من ذلك.
- 2- يجب على الطرف الطالب إذا طلب الطرف المطلوب منه التعاون ذلك، أن يحافظ على سرية المعلومات والأدلة المقدمة أو يستعمل هذه المعلومات أو الأدلة وفقاً للأحكام والشروط التي يقررها الطرف المطلوب منه التعاون.
- 3- لا يجوز للطرف الطالب أن يستخدم أي معلومات أو أدلة مقدمة وفقاً لهذه الاتفاقية لأغراض أخرى غير تلك المشار إليها في طلب التعاون دون الموافقة المسبقة للطرف المطلوب منه التعاون.

## المادة الثامنة

### تسليم الوثائق

- 1 - يقوم الطرف المطلوب منه التعاون بتسليم الوثائق، التي أرسلت إليه لهذا الغرض، من الطرف الطالب طبقاً لتشريع.
- 2- يرسل طلب تسليم كل وثيقة، تتضمن التكاليف بالحضور، إلى الطرف المطلوب منه التعاون في مدة لا تقل عن ستين (60) يوماً قبل تاريخ مئول الشخص. وفي حالة الاستعجال يمكن للطرف المطلوب منه التعاون تخفيض هذه المدة.
- 3- ينفذ الطرف المطلوب منه التعاون طلب تسليم الوثائق وفقاً لتشريع الوطني.
- إذا طلب الطرف الطالب ذلك صراحة فإن الطرف المطلوب منه التعاون، وفي حدود ما يسمح به تشريع، يقوم بتنفيذ طلب التبليغ وفقاً للشكل الذي يرغبه الطرف الطالب.
- 4- يرسل الطرف المطلوب منه التعاون إلى الطرف الطالب دليل تبليغ الوثائق موقع ومختوم، الذي يبين الفعل وشكل وتاريخ التسليم وعند الاقتضاء، يجوز أن يكون

- ب- معلومات حول هوية ومحل إقامة الشخص موضوع التبليغ؛
- ت- معلومات حول هوية ومكان التواجد المحتمل للشخص محل البحث أو التعرف عليه؛
- ث- وصف الشيء الذي ينبغي التفتيش عنه أو معاينته؛
- ج- وصف أي إجراء خاص ينبغي اتباعه عند تنفيذ الطلب وأسباب ذلك؛
- ح- وصف الشيء الذي ينبغي التحقيق بشأنه أو البحث عنه أو تجميده أو حجزه؛
- خ- بيان عن مطلب السرية وأسباب ذلك؛
- د- معلومات حول التعويضات والمصاريف التي تمنح للشخص الذي تم استدعاؤه للشهادة لدى الطرف الطالب؛
- ذ- أي معلومات أخرى من شأنها تسهيل تنفيذ الطلب.
- 4- إذا رأى الطرف المطلوب منه التعاون أن المعلومات الواردة في الطلب غير كافية لاتخاذ القرار، يمكنه أن يطلب معلومات إضافية.

## المادة الخامسة

### اللغات

يرفق طلب التعاون والوثائق المرفقة به بترجمة إلى لغة الطرف المطلوب أو بترجمة إلى اللغة الإنجليزية.

## المادة السادسة

### تنفيذ الطلبات

- 1 - ينفذ الطرف المطلوب منه التعاون فوراً طلب التعاون وفقاً لتشريعته الوطني.
- 2- يمكن للطرف المطلوب منه التعاون تنفيذ طلب التعاون حسب الطريقة المطلوبة من الطرف الطالب. ما لم يتعارض ذلك مع تشريعته الوطني.
- 3- يعلم الطرف المطلوب منه التعاون فوراً الطرف الطالب بنتيجة تنفيذ الطلب. فإذا كان تنفيذ التعاون غير ممكن. يخطر الطرف المطلوب منه التعاون الطرف الطالب بأسباب ذلك.

شخص لاعتبارات تتعلق بالجنس أو بالعرق أو بالدين أو مرتبطة بالجنسية أو بأرائه السياسية، أو إذا كانت وضعيته أثناء الإجراءات القضائية يمكن أن تتضرر نتيجة إحدى هذه الأسباب؛

ج- تعلق الطلب بجريمة تم بموجبها إجراء تحقيقات أو متابعة أو محاكمة الشخص أو إدانته أو تبرئته لدى الطرف المطلوب منه التعاون؛

ح- رأى الطرف المطلوب منه التعاون أن تنفيذ الطلب من شأنه المساس بسيادته أو بأمنه أو بنظامه العام.

2- يمكن للطرف المطلوب منه التعاون تأجيل تقديم التعاون إذا كان تنفيذ الطلب من شأنه أن يتداخل مع التحقيقات أو المتابعات أو الإجراءات القضائية الجارية لديه.

3- قبل رفض الطلب أو تأجيل تنفيذه، يراعي الطرف المطلوب منه التعاون إمكانية تقديم التعاون ضمن الشروط التي يراها مناسبة، وإذا وافق الطرف الطالب على التعاون وفقا لهذه الشروط وجب عليه الامتثال لها.

4- إذا رفض الطرف المطلوب منه التعاون تقديم التعاون، أو قام بتأجيله، يعلم الطرف الطالب بأسباب الرفض أو التأجيل.

## المادة الرابعة

### شكل ومحتوى الطلب

1- يحرر طلب التعاون كتابيا ويحمل توقيع أو ختم السلطة المركزية للطرف الطالب، وفي حالة الاستعجال، يمكن للطرف المطلوب منه التعاون قبول الطلب في شكل آخر يترك أثرا كتابيا، على أن يرسل الطرف الطالب أصل الطلب في أقرب الأجال.

2- يحتوي طلب التعاون على البيانات الآتية:

أ- اسم السلطة المختصة المكلفة بالتحقيقات أو المتابعات أو الإجراءات القضائية التي يتعلق بها الطلب؛

ب- وصف طبيعة القضية وملخص الوقائع والأحكام القانونية المطبقة؛

ت- موضوع وأسباب الطلب.

3- كما يحتوي طلب التعاون حسب الضرورة، وقد الإمكان، على ما يأتي:

أ- معلومات حول هوية ومحل إقامة الشخص المطلوب شهادته؛



- ر- مصادرة عائدات النشاطات الإجرامية وأدوات الجريمة وتحويلها إلى الطرف الطالب؛
- ز- تبليغ نتائج الإجراءات القضائية وتقديم بطائق السوابق العدلية؛
- س- تبادل المعلومات حول التشريع؛
- ش- أي أشكال أخرى للتعاون لا تتعارض مع قوانين الطرف المطلوب منه التعاون.

## المادة الثانية السلطات المركزية

- 1- تعين السلطات المركزية من قبل الطرفين المتعاقدين وتتصل فيما بينها مباشرة من أجل تنفيذ الاتفاقية.
- 2- تتمثل السلطات المركزية المشار إليها في الفقرة الأولى من هذه المادة في "وزارة العدل والحريات" بالنسبة للمملكة المغربية "ووزارة العدل" بالنسبة لجمهورية الصين الشعبية.
- 3- إذا قام أحد الطرفين المتعاقدين بتغيير سلطته المركزية، يعلم الطرف الآخر بهذا التغيير عبر القنوات الدبلوماسية.

## المادة الثالثة رفض أو تأجيل التعاون

- 1- يجوز للطرف المطلوب منه التعاون أن يرفضه إذا:
- أ- كان الطلب يتعلق بفعل لا يشكل جريمة وفقا لقوانين الطرف المطلوب منه التعاون؛
- ب- كان الطلب يتعلق بجريمة سياسية، باستثناء الجرائم الإرهابية والجرائم التي لا تعتبرها المعاهدات الدولية التي انضمت إليها كلا الطرفين جرائم سياسية؛
- ت- كان الطلب يتعلق بجريمة عسكرية بحثة؛
- ث- كانت هناك أسباب جدية لدى الطرف المطلوب منه التعاون للإعتقاد بأن طلب التعاون تم تقديمه بغرض التحقيق أو المتابعة أو المعاقبة أو لاتخاذ إجراءات أخرى ضد

## اتفاقية

### بين المملكة المغربية وجمهورية الصين الشعبية

#### تتعلق بالتعاون القضائي في المجال الجنائي

إن المملكة المغربية وجمهورية الصين الشعبية، (المشار إليهما فيما يأتي بـ "الطرفين المتعاقدين"،

- رغبة منهما في تعزيز التعاون الفعلي بين البلدين في مجال التعاون القضائي في المجال الجنائي على أساس الاحترام المتبادل للسيادة الوطنية والمساواة والمنفعة المتبادلة؛
- ورغبة منهما في إبرام اتفاقية التعاون القضائي في المجال الجنائي؛
- اتفقتا على ما يلي:

## المادة الأولى

### نطاق التطبيق

1- يعمل الطرفان المتعاقدان، وفقا لمقتضيات هذه الاتفاقية، على تبادل التعاون القضائي على أوسع نطاق ممكن في التحقيقات والمتابعات والإجراءات القضائية في المجال الجنائي،

2- يشمل التعاون ما يأتي:

- أ- تسليم الوثائق المتعلقة بالإجراءات الجنائية؛
- ب- تلقي شهادات أو تصريحات الأشخاص؛
- ت- تقديم الوثائق والملفات وأدلة الإثبات؛
- ث- الحصول على رؤى الخبراء ومنحها؛
- ج- تحديد مكان وهوية الأشخاص؛
- ح- إجراء التحقيقات أو المعاينات؛
- خ- تمكين الأشخاص من الإدلاء بشهاداتهم لدى الطرف الطالب؛
- د- نقل الأشخاص المعتقلين للإدلاء بشهاداتهم؛
- ذ- القيام بالأبحاث، التحريات، التجميد والحجز؛

ظهير شريف رقم 1.17.101 صادر في 2 رمضان 1445 (13 مارس 2024) بنشر الاتفاقية المتعلقة بالتعاون القضائي في المجال الجنائي، الموقعه ببيكين في 11 ماي 2016 بين المملكة المغربية وجمهورية الصين الشعبية

الحمد لله وحده،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماه الله وأعز أمره أننا :

بناء على الاتفاقية المتعلقة بالتعاون القضائي في المجال الجنائي، الموقعه ببيكين في 11 ماي 2016 بين المملكة المغربية وجمهورية الصين الشعبية ؛

وعلى القانون رقم 52.16 الموافق بموجبه على الاتفاقية المذكورة والصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.17.54 بتاريخ 8 ذي الحجة 1438 (30 أغسطس 2017) ؛

ونظرا لتبادل الإعلام باستيفاء الإجراءات اللازمة لدخول الاتفاقية المذكورة حيز التنفيذ،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

تنشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، الاتفاقية المتعلقة بالتعاون القضائي في المجال الجنائي، الموقعه ببيكين في 11 ماي 2016 بين المملكة المغربية وجمهورية الصين الشعبية.

وحرر بالرباط في 2 رمضان 1445 (13 مارس 2024).

وقعه بالعطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء : عزيز أخنوش.

\*

\* \*

أي خلاف أو عدم اتفاق أو مطالبات ناجمة عن هذا الاتفاق أو أي اتفاق تكميلي بشكل آخر للتسوية يتفق بشأنه الطرفان.

#### المادة العاشرة

##### دخول حيز التنفيذ والتعديل وإنهاء الاتفاق

- 1- يخضع هذا الاتفاق لتصديق الحكومة وتدخل ويدخل حيز التنفيذ بمجرد أن يستلم الصندوق إخطارا من الحكومة بتصديقها وفقا للإجراءات الدستورية المغربية السارية المفعول.
  - 2- يبقى هذا الاتفاق ساري المفعول مدة تواجد المكتب في المملكة المغربية. غير أنه يجوز لأي من الطرفين إنهاء الاتفاق بإشعار الطرف الآخر ستة (6) أشهر قبل تاريخ الإنهاء.
  - 3- لا تسقط التزامات الحكومة والمكتب بموجب هذا الاتفاق بإنهائه إلا بعد نهاية الفترة اللازمة لإجراء انسحاب منظم لأموال وأصول الصندوق والموظفين والأشخاص الآخرين الذين يقدمون خدمات باسم الصندوق.
  - 4- لا يمكن تعديل هذا الاتفاق إلا باتفاق مكتوب متبادل بين الطرفين.
- وإثباتا لذلك قام الموقعان أدناه، المفوضون حسب الأصول من الحكومة والصندوق على التوالي، باسم الطرفين، بالتوقيع على هذا الاتفاق.
- حرر بروما إيطاليا في 8 مايو 2015 في نظيرين أصليين باللغتين العربية والفرنسية ولكلا النصين نفس الحجية.

عن

حكومة المملكة المغربية

عن

الصندوق الدولي للتنمية الزراعية

حسين أبو أيوب

السفير

الممثل الدائم للمملكة المغربية لدى الصندوق

كانايو نوانزي

رئيس الصندوق

وتجدر الإشارة إلى أن السيارات التي تسجل وفقا لنظام القبول المؤقت لا يجوز نقل ملكيتها أو التنازل عنها مجانا لصالح شخص آخر مؤهل لنفس النظام إلا بعد الحصول على موافقة مسبقة من إدارة الجمارك ووزارة الشؤون الخارجية والتعاون. وفي حالة نقل الملكية لأشخاص غير مؤهلين للنظام المشار إليه آنفا، يتعين دفع الرسوم والضرائب المستحقة عليها.

ولا يمكن تسجيل السيارات التي تحمل اللوحات الصفراء في الفئة العادية إذا كان عمرها يتجاوز خمس (5) سنوات.

2- بالإضافة إلى الامتيازات والحصانات المحددة أعلاه، يتمتع رئيس الصندوق وأي نائب له عنه، فضلا عن أي موظف رسمي يعمل بالنيابة عنهم، سواء فيما يتعلق بهم أو بأزواجهم وأولادهم القاصرين، بالامتيازات والحصانات والإعفاءات والتسهيلات الممنوحة للمبعوثين الدبلوماسيين وفقا للقانون الدولي.

3- يتمتع ممثلو الدول الأعضاء في الاجتماعات التي يعقدها الصندوق، أثناء تأدية وظائفهم وأثناء تنقلهم من وإلى مكان الاجتماع، بالامتيازات والحصانات الممنوحة بموجب الاتفاقية والملحق السادس عشر بها المتعلق بالصندوق.

4- يتمتع الخبراء (غير الموظفين المشار إليهم في المادة السادسة من الاتفاقية)، أثناء تأدية وظائفهم في لجان الصندوق أو قيامهم ببعثات لحسابه، بالامتيازات والحصانات الممنوحة بموجب المرفق السادس عشر من الاتفاقية المتعلقة بالأموال اللازمة لممارسة وظائفه، بما في ذلك خلال الرحلات التي يقومون بها أثناء تأدية وظائفهم مع هذه اللجان أو أثناء هذه البعثات.

5- لا يعتبر أي حكم من أحكام هذا الاتفاق تعديلا أو تغييرا للاتفاقية أو لاتفاقية إنشاء الصندوق، كبديل للحقوق أو الامتيازات أو الحصانات المحددة والمنصوص عليها في الاتفاقية والاتفاقية إنشاء الصندوق.

## المادة التاسعة

### التفسير وتسوية النزاعات والخلافات

- 1- يفسر هذا الاتفاق في ضوء هدفه الرئيسي، وهو تمكين المكتب من القيام بأنشطته بشكل كامل وفعال.
- 2- عندما يُثبت ادعاء ما، على الطرف المخل أن يتعهد خطيا بمعالجة الانتهاك وأن يخطر الطرف الآخر خطيا بالتدابير التي اتخذها أو التي يعتزم اتخاذها لتسوية هذه الانتهاكات ومنع حدوث انتهاكات جديدة.
- 3- يكون أي خلاف بين الحكومة والصندوق بشأن تأويل أو تطبيق هذا الاتفاق أو أي اتفاق تكميلي موضوع مشاورات بين الطرفين ويسوى بشكل ودي بالتفاوض. وفي حالة اختلاف في تأويل هذا الاتفاق، يرجع الطرفان في أول وهلة إلى النسخة الفرنسية المتفاوض بشأنها لحل المشكل. وإذا لم يتم التوصل إلى حل ودي، يتخذ الطرفان التدابير الضرورية لحل



- 4- تقوم الحكومة بتسهيل الدخول إلى المملكة المغربية والخروج منها للسفر إلى أو من المكتب للأشخاص الذين يؤدون وظائف رسمية في المكتب أو يكونوا مدعويين منه.
- 5- تلتزم الحكومة بأن تأذن لممثل الصندوق، وموظفي الصندوق والأشخاص الآخرين الذين يدعوهم المكتب وأفراد أسرهم بدخول المملكة المغربية والإقامة في البلد بها طوال مدة عملهم أو بعثتهم لدى المكتب.
- 6- يقدم ممثل الصندوق إلى الحكومة قائمة بموظفي الصندوق (بما في ذلك أفراد أسرهم) وسوف يوافقها بأي تغيير يطرأ على تلك القائمة. وبمجرد إخطار الحكومة بأسماء موظفي الصندوق، تصدر الحكومة بطاقة رسمية لكل شخص تحمل صورته الشخصية تُعرفه كموظف في المكتب. وتتعرف السلطات المختصة بهذه البطاقة كإثبات لهوية الشخص وصفته كموظف في المكتب.

### المادة الثامنة

#### امتيازات وحصانات موظفي الصندوق

- 1- بموجب الاتفاقية والملحق السادس عشر بها المتعلق بالصندوق، يتمتع موظفو الصندوق وأفراد أسرهم في المملكة المغربية بالامتيازات والحصانات التالية:
- (أ) الحصانة القضائية عما يصدر عنهم بصفتهم الرسمية (بما في ذلك كلامهم وكتاباتهم)؛
- (ب) فيما يتعلق بالرواتب والمكافآت التي يدفعها لهم الصندوق، نفس الإعفاءات الضريبية الممنوحة لموظفي منظمة الأمم المتحدة وبنفس الشروط؛
- (ج) عدم الخضوع للتدابير التقييدية المتعلقة بالهجرة وإجراءات تسجيل الأجانب لهم ولأزواجهم وأفراد أسرهم الذين يعولونهم؛
- (د) فيما يتعلق بتسهيلات الصرف، نفس الامتيازات الممنوحة لأعضاء البعثات الدبلوماسية من ذوي الرتب المماثلة؛
- (هـ) نفس تسهيلات العودة إلى الوطن الممنوحة لأعضاء البعثات الدبلوماسية من ذوي الرتب المماثلة في وقت الأزمات الدولية، فضلا عن أزواجهم وأفراد أسرهم الذين يعولونهم؛
- (و) الحق في استيراد أثاثهم ومتعلقاتهم بدون رسوم جمركية عند توليهم لمنصبهم لأول مرة في المملكة المغربية. ويمنح الإعفاء الجمركي في هذا السياق خلال ستة (6) أشهر من تاريخ توليهم منصبهم؛
- (ز) أفراد المكتب الذين يخدمون في المغرب وكذلك أفراد أسرهم يتمتعون لمدة انتدابهم بنظام القبول المؤقت لسياراتهم الشخصية المستوردة خلال الستة (6) أشهر اللاحقة لتعيينهم في المغرب، وتسجيلها في الفئة المؤقتة (اللوحات الصفراء)، وذلك عند تقديم حق امتياز صادر عن وزارة الشؤون الخارجية والتعاون في المملكة المغربية.



## المادة الخامسة

## الخدمات العامة، والاتصالات

- 1- تتعهد الحكومة بمساعدة المكتب في الحصول على الخدمات العامة الضرورية وإتاحتها بشروط عادلة، عند الاقتضاء. ويتحمل المكتب تكاليف هذه الخدمات. وفي حالة انقطاع هذه الخدمات أو التهديد بقطعها، تتخذ السلطات المختصة التدابير اللازمة لضمان عدم تأثر أنشطة المكتب من مثل هذا الوضع.
- 2- سوف تحظى اتصالات المكتب بالحماية وفقا للشروط والقيود المنصوص عليها في المادتين 11 و 12 من الاتفاقية.

## المادة السادسة

## التسهيلات المالية والإعفاء من الضرائب أو الرسوم

- 1- دون أن يخضع لأي مراقبة أو تنظيم أو وقف مالي، فإن المكتب:
  - أ) يجوز أن يحتفظ بأموال أو ذهب أو عملات من أي نوع وفتح حسابات بأي عملة؛
  - ب) يمكن له تحويل أمواله أو ذهبه أو عملاته من بلد إلى آخر، أو داخل أي بلد، وتحويل جميع العملات التي يحتفظ بها المكتب بأي عملة أخرى.
- 2- إن المكتب وأصوله وإيراداته وممتلكاته الأخرى:
  - أ) معفى من جميع الضرائب المباشرة؛
  - ب) معفى من جميع الرسوم الجمركية فيما يتعلق بالمواد التي يستوردها أو يصدرها المكتب لاستخداماته الرسمية؛
  - ج) معفى من الرسوم الجمركية فيما يتعلق بمنشوراتهم.
- 3- يمكن قبول السيارات التي يستخدمها المكتب تحت نظام القبول المؤقت والتسجيل في الفئة الخاصة (اللوحات الصفراء) عند تقديم إذن بالإعفاء من الضريبة صادر عن وزارة الشؤون الخارجية والتعاون.
- 4- على الرغم من أن المكتب لن يطالب، كقاعدة عامة، بالإعفاء من رسوم الإنتاج وضرائب المبيعات المدرجة في سعر الممتلكات المنقولة أو غير المنقولة، فعندما يقوم بمشتريات كبيرة مهمة لاستخدامه الرسمي ويتضمن السعر رسوما وضرائب من هذا النوع، سوف تتخذ الحكومة، كلما أمكن ذلك، الترتيبات الإدارية المناسبة لإرجاع أو تعويض تلك الرسوم والضرائب.

## المادة السابعة

## الدخول والسفر والإقامة

- 1- تعترف الحكومة بجوازات سفر الأمم المتحدة الصادرة لموظفي الصندوق وتقبلها كوثائق سفر صالحة.
- 2- يُبْت في طلبات الحصول على التأشيرات (حيثما تكون التأشيرات ضرورية) المقدمة من موظفي الصندوق حاملي جوازات سفر الأمم المتحدة في أقرب وقت ممكن. وبالإضافة إلى ذلك، تُمنح لحاملي جوازات السفر هذه تسهيلات سفر سريعة.
- 3- سوف تُمنح تسهيلات مماثلة لتلك المشار إليها في الفقرة 2 إلى الخبراء والأشخاص الآخرين الذين لا يحملون جواز سفر الأمم المتحدة، ولكنهم يحملون شهادة تقيدهم بأنهم يسافرون لحساب الصندوق.

- 2- يحق لرئيس الصندوق رفع هذه الحصانة في جميع الحالات التي يرى فيها أنها تحول دون تحقيق العدالة، وحيثما لا يتعارض رفع الحصانة مع الغرض الذي منحت من أجله، ودون المساس بمصالح المكتب.
- 3- سوف يتخذ رئيس الصندوق جميع التدابير اللازمة لمنع إي إساءة استخدام للامتيازات والحصانات الممنوحة بموجب هذا الاتفاق؛ و يعتمد، تحقيقاً لهذا الغرض، كل تنظيم، يطبق على موظفي الصندوق وسائر الأشخاص المعنيين، يراه ضرورياً ومناسباً.
- 4- تطبيق أحكام هذه هذا الاتفاق على جميع الأشخاص المعنيين بهذا الاتفاق سواء كانت الحكومة تقيم أو لا تقيم علاقات دبلوماسية مع الدولة التي ينتمي إليها هؤلاء الأشخاص، وسواء كانت تلك الدولة تمنح أو لا تمنح امتيازات وحصانات مماثلة لدبلوماسية المملكة المغربية ومواطنيها.
- 5- يجب على الحكومة الاستجابة لجميع المطالبات التي قد تقدمها أطراف ثالثة ضد الصندوق أو ضد أفراد من موظفيه، أو الاستشاريين أو الأشخاص الآخرين الذين يؤدون خدمات باسم الصندوق؛ و تسوي الحكومة وضع المطالبات على الصندوق والأشخاص المشار إليهم أعلاه وتعفيهم من أي مسؤولية إلا إذا اتفقت الحكومة والصندوق على أن هذه المطالبة أو المسؤولية نشأت بسبب إهمال جسيم أو خطأ مقصود من هؤلاء الأشخاص.
- 6- عندما يفرض هذا الاتفاق التزامات على السلطات المختصة، يكون على الحكومة، في نهاية المطاف، ضمان الوفاء بهذه الالتزامات.

#### المادة الرابعة

#### حرمة المكتب

- 1- تتمتع ممتلكات وأصول المكتب، أينما وجدت وأيا كان حائزها، بالحصانة القضائية، إلا إذا تنازل الصندوق صراحة عنها في حالة معينة غير أن التنازل عن الحصانة لا يمتد إلى تدابير التنفيذ.
- 2- حرمة مقرات المكتب. تتمتع ممتلكات المكتب، أينما وجدت وأيا كان حائزها، بالحصانة من التفتيش أو الحيازة أو المصادرة أو نزع الملكية أو أي شكل آخر من أشكال القيود التنفيذية أو الإدارية أو القضائية أو التشريعية.
- 3- تتمتع محفوظات المكتب، وبصفة عامة، جميع الوثائق التي يمتلكها أو يحتفظ بها بالحصانة أينما وجدت.
- 4- لا يجوز لمسؤولي أو وكلاء المملكة المغربية دخول المكتب بصفتهم الرسمية إلا بناء على طلب أو موافقة صريحة من ممثل الصندوق أو من يفوضه. وفي حالة ظرف قاهر، أو - حريق أو كارثة أخرى تتطلب تدابير مستعجلة للحماية، يتم افتراض أنه تم الحصول على موافقة ممثل الصندوق. غير أن على أي شخص يدخل المكتب على أساس هذا الافتراض أن يغادره على الفور إذا طلب ممثل الصندوق منه ذلك.
- 5- تتخذ السلطات المختصة في المملكة المغربية، في حدود الإمكان، جميع التدابير اللازمة لحماية المكتب ضد أي اقتحام أو مس، ولضمان الهدوء.

وحيث أن المملكة المغربية انضمت في 28 أبريل/نيسان 1958 إلى الاتفاقية المتعلقة بامتيازات وحصانات الوكالات المتخصصة بتاريخ 21 نوفمبر/تشرين الثاني 1947 ("الاتفاقية")، والتي تشكل أحكامها جزءاً لا يتجزأ من هذا الاتفاق؛ وإثباتاً لما تقدم، اتفقت حكومة المملكة المغربية والصندوق على ما يلي:

#### المادة الأولى

##### تعريف

لأغراض هذا الاتفاق:

- (أ) "مكتب" يعني المكتب القطري الذي أنشأه الصندوق في المملكة المغربية.
- (ب) "موظفو الصندوق" يعني ممثل الصندوق في المملكة المغربية، وجميع موظفي الصندوق الآخرين التي ترسل قائمة بأسمائهم إلى الحكومة.
- (ج) "ممثل الصندوق" يعني ممثل الصندوق في المملكة المغربية، المعين من طرف رئيس الصندوق والمعتمد من طرف الحكومة.
- (د) "أفراد الأسرة" تعني الأزواج، والأبناء، ؛ وشريطة موافقة الحكومة، الأشخاص الآخرين المعالين من الناحية المالية من أحد موظفي الصندوق.
- (هـ) "ممثلو الدول الأعضاء" تعني جميع المناوبين والمستشارين والخبراء الفنيين الذين يساعدون ممثلي وأمناء الوفود.

#### المادة الثانية

##### الشخصية القانونية للصندوق

1- تعترف الحكومة، وفقاً لقوانين المملكة المغربية، بالشخصية القانونية للصندوق، وخاصة أهليته ل:

- (أ) التعاقد؛
- (ب) اقتناء وبيع الأملاك المنقولة وغير المنقولة ؛
- (ج) التقاضي.
- 2- تسمح الحكومة للصندوق بشراء أو استئجار المباني لإقامة مكتبه.
- 3- يحق للمكتب أن يرفع شعار الصندوق على مبانيه وعلى سياراته.

#### المادة الثالثة

##### أحكام عامة

- 1- لا تهدف الامتيازات والحصانات المنصوص عليها في هذا الاتفاق إلى توفير منفعة شخصية للمستفيدين؛ والغرض الوحيد منها هو ضمان عمل المكتب بحرية مهما كانت الظروف والحفاظ على الاستقلالية الكاملة للأشخاص الذين يتمتعون بهذه الامتيازات والحصانات.

ظهير شريف رقم 1.16.94 صادر في 2 رمضان 1445 (13 مارس 2024) بنشر الاتفاق الموقع بروما في 8 ماي 2015 بين حكومة المملكة المغربية والصندوق الدولي للتنمية الزراعية بشأن إنشاء مكتب قطري

الحمد لله وحده،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماها الله وأعز أمره أننا :

بناء على الاتفاق الموقع بروما في 8 ماي 2015 بين حكومة المملكة المغربية والصندوق الدولي للتنمية الزراعية بشأن إنشاء مكتب قطري ؛

وعلى القانون رقم 75.15 الموافق بموجبه على الاتفاق المذكور والصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.16.74 بتاريخ 17 من شعبان 1437 (24 ماي 2016) ؛

ونظرا لإعلام المملكة المغربية باستيفاء الإجراءات اللازمة لدخول الاتفاق المذكور حيز التنفيذ،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

ينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، الاتفاق الموقع بروما في 8 ماي 2015 بين حكومة المملكة المغربية والصندوق الدولي للتنمية الزراعية بشأن إنشاء مكتب قطري.

وحرر بالرباط في 2 رمضان 1445 (13 مارس 2024).

وقعه بالعطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء : عزيز أخنوش.

\*  
\* \*

## اتفاق

بين

حكومة المملكة المغربية

والصندوق الدولي للتنمية الزراعية

بشأن إنشاء مكتب قطري

حيث أن الصندوق الدولي للتنمية الزراعية ("الصندوق الدولي للتنمية الزراعية أو الصندوق")، وهو وكالة متخصصة تابعة لمنظمة الأمم المتحدة، يريد إنشاء مكتب قطري في المملكة المغربية من أجل توفير الدعم لعملياته وتعزيز شراكاته؛

وحيث أن حكومة المملكة المغربية ("الحكومة") وافقت على السماح بإنشاء مثل هذا المكتب؛

وحيث أن المملكة المغربية وقعت على اتفاقية إنشاء الصندوق في 22 ديسمبر/كانون الأول 1976 وصدقت عليها في 16

ديسمبر/كانون الأول 1977؛



## المادة العشرون تسوية النزاعات

تتم تسوية أي نزاع متعلق بتأويل أو تطبيق أو أعمال مقتضيات هذه الاتفاقية عبر القناة الدبلوماسية.

## المادة الواحدة والعشرون التعديل

تتفق الدولتان المتعاقدتان على تعديل مقتضيات هذه الاتفاقية عن طريق تبادل المذكرات، شريطة إتباع نفس المساطر القانونية اللازمة لدخولها حيز التنفيذ.

## المادة الثانية والعشرون الدخول حيز التنفيذ والإلغاء

1- تخضع هذه الاتفاقية للمصادقة عليها، وتدخل حيز التنفيذ بعد أن تتبادل الدولتان المتعاقدتان الإشعارات، عبر الطريق الدبلوماسي، بأنهما استوفيا الإجراءات المطلوبة لدخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ. تدخل هذه الاتفاقية حيز التنفيذ بتاريخ آخر إشعار.

2- يمكن لأي من الدولتين المتعاقدتين في أي لحظة إنهاء هذه الاتفاقية عن طريق توجيه إخطار كتابي للدولة الأخرى. في هذه الحالة يسري مفعول هذا الإنهاء ستة (6) أشهر بعد التوصل بهذا الإشعار.

وإثباتاً لذلك، وقع ممثلا الدولتين المأذون لهما لهذا الغرض من طرف حكومتها هذه الاتفاقية.

وحررت بلندن بتاريخ 15 أبريل 2013، في نظيرين أصليين باللغتين العربية والإنجليزية، وللنصين معا نفس الحجية.

عن المملكة المتحدة لبريطانيا العظمى  
وايرلندا الشمالية

عن  
المملكة المغربية

وليام هاغ  
كاتب الدولة الأول وكاتب الدولة في  
الخارجية وشؤون الكومنولث

سعد الدين العثماني  
وزير الشؤون الخارجية والتعاون



2- تتحمل الدولة الطالبة المصاريف الناتجة عن نقل الشخص الذي يتم تسليمه. وتتحمل الدولة المطلوبة المصاريف الأخرى المترتبة عن مسطرة التسليم لديها.

3- لا تقدم أية دولة من الدولتين المتعاقبتين شكاية ذات طبيعة مالية ضد الدولة المتعاقدة الأخرى والمترتبة عن توقيف أو اعتقال أو استنطاق أو تسليم الأشخاص المطلوبين بموجب هذه الاتفاقية.

### المادة الثامنة عشرة مشاورات

يمكن للدولتين المتعاقبتين التشاور عبر القناة الدبلوماسية أو مباشرة، في حالة الاستعجال المتعلقة بمعالجة الحالات الفردية، وبهدف الحفاظ على وتحسين المساطر المنصوص عليها من أجل أعمال هذه الاتفاقية.

### المادة التاسعة عشرة التطبيق

1- تطبق هذه الاتفاقية على الطلبات المقدمة بعد دخولها حيز التطبيق وحتى ولو ارتكبت الأفعال أو الامتناع قبل هذا التاريخ.

2- تطبق هذه الاتفاقية :

- أ. على إقليم المملكة المغربية؛
- ب. على أقاليم المملكة المتحدة، المكونة من بريطانيا العظمى وإيرلندا الشمالية؛
- ج. في جميع الأقاليم الأخرى التي تكون فيها العلاقات الدولية تحت مسؤولية إحدى الدولتين، والتي شملها توسيع تطبيق هذه الاتفاقية عن طريق تبادل المذكرات.

3- يمكن لإحدى الدولتين المتعاقبتين إلغاء تطبيق هذه الاتفاقية على الإقليم الذي شمله التوسيع طبقاً للفقرة 2 - ت من هذه المادة، بتوجيه إخطار كتابي للدولة الأخرى يتضمن أجل ستة (6) أشهر عبر القناة الدبلوماسية.

4- يمكن للمملكة المغربية أن تقدم طلب تسليم شخص متهم أو مدان تم تحديد مكان تواجده فوق أحد الأقاليم التي تطبق عليها هذه المادة في هذا الإقليم، وفقاً للفقرة 2 (ت) من هذه المادة؛ يمكن أن يعرض الأمر على حكومة المملكة المتحدة لتقرر فيه. يمكن توجيه الطلبات الصادرة عن أحد الأقاليم الذي تطبق عليه هذه الاتفاقية وفقاً للفقرة 2 (ت) من هذه المادة والرامية إلى تسليم شخص متهم أو مدان تم تحديد مكان تواجده في (المملكة المغربية) إلى حكومة (المملكة المغربية) أو السلطة المختصة بهذا الإقليم.

ب- الأشياء المتحصلة من ارتكاب الجريمة، إذا كانت بحوزة الشخص المبحوث عنه عند اعتقاله.

2- إذا كانت الأشياء المحجوزة، المشار إليها في الفقرة 1 من هذه المادة، ضرورية لتحقيق أو متابعات جنائية لدى الدولة المطلوبة من أجل جريمة، يمكن تأجيل تسليم هذه الأشياء أو تسليمها بشرط إسترجاعها عند انتهاء المسطرة لدى الدولة الطالبة.

3- إذا استوجب قانون الدولة المطلوبة أو حماية حقوق الأغيار ذلك، يتم إرجاع كل شيء قابل للإسترجاع للدولة المطلوبة بدون مصاريف عند نهاية المسطرة، إذا طلبت هذه الدولة ذلك.

4- وفقاً لقانونها الداخلي وعند الموافقة على طلب التسليم، تأمر الدولة المطلوبة بإرجاع الأشياء المحجوزة ولو لم يكن بالإمكان تسليم الشخص المطلوب بسبب فراره أو موته.

### المادة السادسة عشرة العبور

1- يمكن لأي واحدة من الدولتين المتعاقبتين أن توافق على عبور الشخص الذي سلم إلى الدولة الأخرى من طرف دولة ثالثة عبر إقليمها. تقدم طلبات العبور بالطريق الدبلوماسي أو مباشرة بين، بالنسبة للمملكة المغربية، وزارة العدل و الحريات، وبالنسبة للمملكة المتحدة لبريطانيا العظمى وإيرلندا الشمالية، وزارة الداخلية. تتضمن هذه الطلبات وصف الشخص الذي سيقوم بالعبور و ملخصاً لوقائع القضية. خلال فترة العبور، يمكن وضع الأشخاص المعنيين بالعبور رهن الاعتقال.

2- لا يطلب أي ترخيص، إذا ما قامت الدولة المتعاقدة بنقل الشخص المطلوب عبوره والذي سلم إليها من طرف دولة ثالثة باستعمال وسيلة للنقل الجوي دون أن يكون الهبوط فوق إقليم الدولة المتعاقدة الأخرى مقررأ.

### المادة السابعة عشرة التمثيل والمصاريف

1- تقدم الدولة المطلوبة أمام المحكمة باسم الدولة الطالبة المشورة والمساعدة وتمثل مصالح الدولة الطالبة في إطار كل مسطرة ناتجة عن طلب التسليم.



### المادة الثالثة عشرة مبدأ الخصوصية

1. الشخص الذي تم تسليمه بموجب هذه الاتفاقية، لا يمكن أن يعتقل أو أن يحاكم أو يعاقب لدى الدولة الطالبة إلا من أجل:
  - (أ) الفعل الذي منح التسليم من أجله أو فعل يحمل تسمية أخرى و يرتكز على نفس الوقائع التي أسس عليها التسليم شريطة أن يكون هذا الفعل موجبا للتسليم أو أن يشكل تهمة فرعية؛
  - (ب) الجريمة التي ترتكب بعد تسليم الشخص؛ أو
  - (ت) الفعل الذي توافق السلطة التنفيذية لدى الدولة الطالبة على اعتقال الشخص من أجله أو محاكمته أو معاقبته.
2. إذا قدم طلب تنفيذاً للبند 1 (ت) من هذه المادة، يمكن أن تطلب الدولة المطلوبة تزويدها بالوثائق المطلوبة في المادة 6 من هذه الاتفاقية.
3. الشخص الذي يتم تسليمه بموجب هذه الاتفاقية لا يمكن أن يسلم إلى دولة أخرى من أجل فعل ارتكب قبل تسليمه دون أن توافق الدولة التي منحت التسليم على ذلك.
4. لا تحول الفقرتان 1 و 2 من هذه المادة دون اعتقال أو محاكمة أو معاقبة الشخص الذي تم تسليمه، أو تسليمه إلى دولة ثالثة، إذا:
  - (أ) - غادر هذا الشخص إقليم الدولة الطالبة بعد التسليم و عاد إليه تلقائياً؛ أو
  - (ب) - لم يغادر هذا الشخص إقليم الدولة الطالبة و كان بإمكانه ذلك.

### المادة الرابعة عشرة التسليم التلقائي

إذا وافق الشخص المبحوث عنه كتابة على تسليمه للدولة الطالبة، يمكن للدولة المطلوبة، حتى و لم تتوفر شروط المادة 6 من هذه الاتفاقية، أن تسلمه هذا الشخص في أقرب وقت ممكن.

### المادة الخامسة عشرة حجز وتسليم الأشياء

- 1- تحجز الدولة المطلوبة عند تقديم طلب من الدولة الطالبة في حدود السلطة التي يخولها لها قانونها و مع مراعاة حقوق باقي الأطراف، الأشياء المذكورة أدناه وتسلمها إلى الدولة الطالبة عند تسليم الشخص أو بعده مباشرة؛
- الأشياء المستعملة في ارتكاب الجريمة أو المكونة لعناصر الإثبات المرتبطة بهذه الجريمة؛ و

2- إذا تم رفض الطلب جزئياً أو كلياً، تقدم الدولة المطلوبة معلومات بشأن مبررات هذا الرفض. وتوجه، بناءً على طلب، نسخاً من القرارات القضائية المتعلقة بالموضوع.

3- إذا تمت الموافقة على طلب التسليم، تتفق سلطات الدولتين المتعاقدتين، على مكان وتاريخ تسلم السلطات القضائية للشخص المبحوث عنه.

4- عند انتهاء مسطرة التسليم، يجب تسليم الشخص داخل أجل ثمانية وعشرين (28) يوماً. إذا حالت ظروف خارجة عن سيطرة الدولة المطلوبة دون تسليم الشخص الذي تمت الموافقة على تسليمه، تشعر بذلك الدولة الأخرى. تتفق الدولتان المتعاقدتان على أجل جديد للتسليم، و تطبق مقتضيات الفقرة 3 من هذه المادة.

### المادة الحادية عشرة التسليم المؤقت للسلطات القضائية

لا تحول مقتضيات المادة 3- (2) (ب) من هذه الاتفاقية دون احتمال التسليم المؤقت للشخص المبحوث عنه من أجل متابعات جنائية لدى الدولة الطالبة وفق شروط محددة باتفاق متبادل. يخضع الشخص المسلم إلى الاعتقال لدى الدولة الطالبة و يتم إرجاعه إلى الدولة المطلوبة عند انتهاء المسطرة المتخذة ضده حسب الشروط التي تم تحديدها من قبل الدولتين المتعاقدتين. يمكن للدولة المطلوبة أن تطلب تعهدات إضافية في كل حالة معينة.

### المادة الثانية عشرة طلبات التسليم المقدمة من طرف أكثر من دولة

إذا تلقت الدولة المطلوبة طلبات لتسليم نفس الشخص من قبل الدولة الطالبة ومن قبل دولة أو دول أخرى إما عن نفس الفعل أو عن فعل مختلف، تقرر السلطة التنفيذية لدى الدولة المطلوبة لأي دولة ستقوم بتسليم الشخص. وعندما تتخذ الدولة المطلوبة قرارها تقوم بدراسة جميع الظروف الملائمة من بينها ودون حصر:

- (أ) مكان ارتكاب كل فعل؛
- (ب) مصالح خاصة بكل الدول الطالبة؛
- (ت) درجة خطورة الأفعال؛
- (ث) التسلسل الزمني الذي تم فيه التوصل بالطلبات من الدول الطالبة؛
- (ج) بالنسبة لكل جريمة، إذا كان الشخص متهماً بارتكابها (ولم تتم إدانته)، أو تمت إدانته؛
- (ح) إمكانية تسليم جديد بين الدول الطالبة؛
- (خ) جنسية الشخص المبحوث عنه.



## المادة التاسعة الاعتقال المؤقت

1- في حالة الاستعجال، يمكن للدولة الطالبة أن تطلب الاعتقال المؤقت للشخص المبحوث عنه في انتظار تقديم طلب التسليم. يمكن تبليغ طلب الاعتقال المؤقت بالطريق الدبلوماسي أو عن طريق منظمة الشرطة الجنائية الدولية (انتربول).

2- يتضمن طلب الاعتقال المؤقت ما يلي:

(أ) وصف الشخص المبحوث عنه؛

(ب) المكان الذي يتواجد فيه الشخص المبحوث عنه إذا كان معروفاً؛

(ت) عرض موجز لوقائع القضية بما في ذلك وقدرة الإمكان تاريخ ومكان ارتكاب الجريمة أو الجرائم؛

(ث) عرض للقانون أو القوانين التي تمت مخالفتها؛

(ج) أصل أو نسخة من الأمر بإلقاء القبض أو أمر الاعتقال أو مقرر الإدانة أو الحكم الذي يؤكد إدانة الشخص المبحوث عنه؛ و

(ح) تصريح يؤكد أن الوثائق المعززة و المتعلقة بالشخص المبحوث عنه سيتم إرسالها داخل الأجل المحددة في هذه الاتفاقية.

(خ) يتم إشعار الدولة الطالبة فوراً بالقرار المخصص لطلب الاعتقال المؤقت و بأسباب كل تعذر محتمل لتلبية هذا الطلب.

يمكن إطلاق سراح الشخص المعتقل مؤقتاً بعد انقضاء أجل ستين (60) يوماً ابتداءً من تاريخ الاعتقال المؤقت تطبيقاً لهذه الاتفاقية، إذا لم تتوصل السلطة التنفيذية لدى الدولة المطلوبة بالطلب الرسمي للتسليم و الوثائق المعززة له، المنصوص عليها في المادة 6 من هذه الاتفاقية.

إطلاق سراح الشخص المبحوث عنه طبقاً للفقرة 4 من هذه المادة، لا يحول دون اعتقاله من جديد وتسليمه فيما بعد، إذا ما تم التوصل بطلب التسليم و الوثائق المعززة له في تاريخ لاحق.

## المادة العاشرة القرار و التسليم

1- تشعر الدولة المطلوبة الدولة الطالبة في أقرب الآجال و بالطريق الدبلوماسي بقرارها بشأن طلب التسليم.



4- بالإضافة إلى الشروط الواردة في الفقرة 2 من هذه المادة، يكون طلب التسليم المتعلق بالشخص الذي ثبتت إدانته من أجل أي جريمة المطلوب تسليمه من أجلها معزراً بـ:

(أ) المعلومات التي تفيد أن الشخص المبحوث عنه هو الشخص موضوع مقرر الإدانة؛

(ب) نسخة من الحكم أو مقرر الإدانة أو، إذا لم يكن متوفراً، تصريح تتجزه السلطة القضائية تفيد فيه أن هذا الشخص تقررت إدانته؛

(ت) نسخة من العقوبة المقررة إذا كان الشخص المطلوب قد تم الحكم عليه، وتصريح يحدد كيفية تنفيذ هذه العقوبة؛ و

(ث) في حالة الشخص المحكوم عليه غيابياً، التعهدات أو المعلومات المرتبطة بالشروط المحددة في المادة 3 (1) (خ).

5- تسلم الوثائق المرفقة بطلب التسليم وتقبل كعناصر إثبات في إطار مسطرة التسليم إذا:

(أ) تمت المصادقة عليها من طرف الممثل الدبلوماسي أو القنصلي الرئيسي للدولة الطالبة و المقيم لدى الدولة المطلوبة؛ أو

(ب) تمت المصادقة عليها ومطابقتها بأي شكل مقبول من طرف تشريع الدولة المطلوبة.

### المادة السابعة معلومات إضافية

إذا اعتبرت الدولة المطلوبة أن المعلومات المقدمة تعزيراً لطلب التسليم غير كافية، طبقاً لهذه الاتفاقية ولقوانين الدولة المطلوبة، للموافقة على التسليم، يمكن لهذه الدولة أن تطلب تزويدها بمعلومات تكميلية داخل الآجال التي تحددها. إذا لم تتم الاستجابة لهذه الطلبات داخل هذه الآجال، يمكن إطلاق سراح الشخص. ولا يحول إطلاق سراح الشخص المبحوث عنه، بموجب هذه المادة، دون اعتقاله من جديد و تسليمه لاحقاً. تطلب المعلومات الإضافية وتقدم عبر القناة الدبلوماسية.

### المادة الثامنة اللغة

كل الطلبات والوثائق المعززة لها والمراسلات المقدمة طبقاً لهذه الاتفاقية تكون بلغة الدولة الطالبة وترفق بترجمة إلى لغة الدولة المطلوبة.

## المادة الخامسة تسليم الرعايا

1. يمكن لأي من الدولتين تسليم رعاياها إلى الدولة الأخرى في حدود ما يسمح به قانونها.
2. إذا رفضت أي من الدولتين تسليم أحد رعاياها بسبب الجنسية، فإن الدولة المطلوبة تتعهد، بناء على طلب بذلك ووفقاً لقانونها الداخلي، بمتابعة ذلك الشخص في حالة ارتكابه لجريمة. وفي تلك الحالة، توجه الدولة الطالبة عبر القناة الدبلوماسية طلباً للمتابعة مرفقاً بالملفات ذات الصلة وبالوثائق التي في حوزتها.
3. يتم إشعار الدولة الطالبة بالمأل.

## المادة السادسة مساطر التسليم والوثائق المطلوبة

- 1- توجه جميع طلبات التسليم وأية مراسلات لاحقة بالطريق الدبلوماسي.
- 2- تعزز جميع طلبات التسليم بالعناصر المذكورة أدناه:
  - أ) وصف دقيق، قدر الإمكان، للشخص المبحوث عنه وأية معلومات أخرى من شأنها أن تساعد على تحديد هويته والمكان المحتمل تواجد فيه؛
  - ب) عرض للوقائع المكونة للجريمة أو الجرائم المطلوب من أجلها التسليم، بما في ذلك مكان وتاريخ ارتكاب الجريمة؛
  - ت) نص القانون أو القوانين الملزمة التي تصف العناصر الأساسية للجريمة المطلوب التسليم من أجلها والعقوبات المقررة لها وأجال التقادم؛ و
  - ث) الوثائق أو التصريحات أو المعلومات الأخرى المذكورة في الفقرتين 3 أو 4 من هذه المادة عند الاقتضاء.
- 3- بالإضافة إلى الشروط الواردة في الفقرة 2 من هذه المادة، يكون طلب تسليم الشخص المبحوث عنه لإخضاعه لمتابعات جنائية، معزراً بـ:
  - أ) عناصر الإثبات التي من شأنها أن تبرر الإحالة على المحاكمة وفقاً لقوانين الدولة المطلوبة؛
  - ب) نسخة من الأمر بإلقاء القبض الصادر عن قاض.

ح- إذا كان من شأن التسليم المساس بالحقوق الإنسانية للشخص المعني بالمسطرة الجنائية؛

خ- إذا كان الشخص المطلوب محكوماً عليه غيابياً، إلا إذا:

(1) كان هناك تعهد يكفل حق الشخص في إعادة المحاكمة أو حقه في الطعن بالاستئناف يعادل محاكمة جديدة، بمقتضى القانون الداخلي للدولة المطلوبة؛ أو

(2) تمت إدانة الشخص وفقاً للشروط الآتية:

(أ) - إذا حضر المتهم أمام المحكمة، و تم إشعاره بالتهم

الموجهة إليه، وصرح أنه مذنب أو غير مذنب؛

(ب ب) - إذا تم تبليغ المتهم بالمحاكمة بشكل قانوني؛ و

(ت ت) - لا يمكن تبرير عدم حضور المتهم.

د- إذا كان التسليم مستبعداً لأي سبب آخر، بمقتضى القانون الداخلي للدولة المطلوبة.

2. يمكن رفض التسليم بموجب هذه الاتفاقية:

أ- إذا حصل الشخص المبحوث عنه على حق اللجوء لدى الدولة المطلوبة؛

ب- إذا كان الشخص المبحوث عنه موضوع تحقيق أو متابعات جنائية أو يقضي عقوبة حبسية من أجله لدى الدولة المطلوبة. إذا كان التسليم مطلوباً من أجل فعل آخر غير الفعل الذي يخضع من أجله الشخص للتحقيق أو للمتابعات الجنائية أو يقضي عقوبة حبسية من أجله لدى الدولة المطلوبة، يمكن لهذه الدولة إرجاء دراسة التسليم المحتمل إلى حين قضاء الشخص عقوبته أو إذا تقرر إطلاق سراحه؛ أو

ج- إذا ارتأت الدولة المطلوبة، مع مراعاة طبيعة الجريمة و مصالح الدولة الطالبة، أنه بالنظر إلى ظروف القضية بما فيها السن أو الحالة الصحية للشخص المطلوب للتسليم، أن تسليم الشخص سيكون غير عادل ولا يتلاءم مع الاعتبارات الإنسانية.

## المادة الرابعة

### عقوبة الإعدام

إذا كانت الجريمة المطلوب تسليم الشخص من أجلها معاقبا عليها بعقوبة الإعدام، بمقتضى قوانين الدولة الطالبة، وكانت قوانين الدولة المطلوبة لا تنص على هذه العقوبة من أجل هذه الجريمة، يمكن رفض التسليم ما لم تقدم الدولة الطالبة تعهدات تعتبرها الدولة المطلوبة كافية، بأن عقوبة الإعدام، لن يتم تنفيذها ويتم استبدالها بعقوبة سجن أقصاها السجن المؤبد.



## المادة الثانية الأفعال الموجبة للتسليم

1. لأغراض هذه المادة، تكون الجريمة موجبة للتسليم إذا:
  - أ- كان الفعل الذي تنبني عليه الجريمة معاقباً عليه، بمقتضى قوانين الدولتين، بعقوبة حبسية قصوى مدتها على الأقل إثني عشر (12) شهراً، أو أي شكل آخر من الاعتقال أو عقوبة أشد؛ أو
  - ب- تقرر إدانة الشخص المطلوب للتسليم من طرف محكمة مختصة لدى الدولة الطالبة بعقوبة حبسية أو بشكل آخر من الاعتقال مدته أربعة (4) أشهر أو أكثر، وكان الفعل معاقباً عليه بمقتضى قوانين الدولة المطلوبة، بعقوبة حبسية قصوى مدتها إثني عشر (12) شهراً على الأقل، أو أي شكل آخر من الاعتقال أو عقوبة أشد؛
2. تكون الجريمة موجبة للتسليم، سواء صنفها أو لم تصنفها قوانين الدولتين المتعاقدتين في نفس الفئة وحتى لو قامت بوصف هذه الجريمة باصطلاح مختلف.

## المادة الثالثة أسباب رفض التسليم

1. لا يمنح التسليم، بموجب هذه الاتفاقية في إحدى الحالات التالية:
  - أ- إذا كانت الجريمة المطلوب من أجلها التسليم تعتبرها الدولة المطلوبة جريمة ذات طبيعة سياسية؛
  - ب- إذا كانت للدولة المطلوبة أسباب جدية للاعتقاد بأن طلب التسليم، قد تم تقديمه لمتابعة أو معاقبة شخص لاعتبارات مرتبطة بالعرق أو الدين أو الجنسية أو الانتماء الإثني أو الآراء السياسية لهذا الشخص أو جنسه أو وضعه، أو أن وضعيته يمكن أن تتضرر نتيجة إحدى هذه الأسباب؛
  - ت- إذا كان الشخص المبحوث عنه قد صدر في حقه حكم بالإدانة أو بالبراءة، بموجب قرار قضائي نهائي صادر عن إحدى الدولتين أو عن دولة ثالثة بخصوص الجريمة المطلوب التسليم من أجلها؛
  - ث- إذا كان من المستبعد متابعة الشخص المطلوب أو تنفيذ العقوبة ضده بسبب مضي المدة أو للتقادم وفقاً للقانون الداخلي للدولة المطلوبة. أي إجراء تتخذه الدولة الطالبة من أجل قطع أو إيقاف مدة التقادم تأخذها الدولة المطلوبة بعين الاعتبار في حدود ما تسمح به قوانينها؛
  - ج- إذا كانت الجريمة المطلوب تسليم الشخص من أجلها جريمة عسكرية، وليست أيضاً جريمة بموجب القانون الجنائي العادي الداخلي؛

## اتفاقية بشأن تسليم المطلوبين بين المملكة المغربية والمملكة المتحدة لبريطانيا العظمى وإيرلندا الشمالية

إن المملكة المغربية والمملكة المتحدة لبريطانيا العظمى وإيرلندا الشمالية، المشار إليهما فيما يلي بـ"الدولتين المتعاقبتين"،

رغبة منهما في إقرار تعاون أكثر فعالية بين الدولتين المتعاقبتين من أجل مكافحة الجريمة،

واحتراماً لحقوق الإنسان و لدولة القانون،

وحفاظاً على الضمانات التي كرستها أنظمتها القانونية، و التي تكفل للمتهم الحق في محاكمة عادلة بما في ذلك الحق في المحاكمة من طرف محكمة نزيهة مشكلة طبقاً للقانون؛

اتفقتا على المقتضيات التالية:

### المادة الأولى التزامات التسليم

تتفق الدولتان المتعاقبتان، طبقاً لمقتضيات هذه الاتفاقية، بأن تسلم كل واحدة منهما للأخرى الأشخاص المتهمين من طرف الدولة الطالبة بجريمة موجبة للتسليم والذين تقرر محاكمتهم أو معاقبتهم من أجل هذه الجريمة.



ظهير شريف رقم 1.14.81 صادر في 2 رمضان 1445 (13 مارس 2024) بنشر اتفاقية تسليم المطلوبين الموقعة  
بلندن في 15 أبريل 2013 بين المملكة المغربية والمملكة المتحدة لبريطانيا العظمى وإيرلندا الشمالية

الحمد لله وحده،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماه الله وأعز أمره أننا :

بناء على اتفاقية تسليم المطلوبين الموقعة بلندن في 15 أبريل 2013 بين المملكة المغربية والمملكة المتحدة لبريطانيا العظمى  
وإيرلندا الشمالية ؛

وعلى القانون رقم 55.13 الموافق بموجبه على الاتفاقية المذكورة والصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.14.27 بتاريخ  
4 جمادى الأولى 1435 (6 مارس 2014) ؛

ونظرا لتبادل الإعلام باستيفاء الإجراءات اللازمة لدخول الاتفاقية المذكورة حيز التنفيذ،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

تنشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، اتفاقية تسليم المطلوبين الموقعة بلندن في 15 أبريل 2013 بين المملكة  
المغربية والمملكة المتحدة لبريطانيا العظمى وإيرلندا الشمالية.

وحرر بالرباط في 2 رمضان 1445 (13 مارس 2024).

وقعه بالعطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء : عزيز أخنوش.

\*

\* \*

## ملحق

لأغراض هذا الاتفاق:

(أ) يُقصد بمصطلح "المواد" المواد غير النووية المخصصة للمفاعلات، على النحو المحدد في الفقرة 2 من الملحق ب المتعلق بالمبادئ التوجيهية لمجموعة موردي المواد النووية التي نشرتها الوكالة، في الوثيقة INFCIRC/254/Rev.9/Part.1 (المشار إليها فيما يلي بـ "المبادئ التوجيهية")؛

(ب) يُقصد بـ "المواد النووية" كل "المواد المصدرية" أو أي "مواد انشطارية خاصة" وفقاً لتعريف هذه المصطلحات الوارد في المادة العشرين من النظام الأساسي للوكالة؛

(ج) يُقصد بـ "المعدات" العناصر الرئيسية المحددة في الفقرات 1 و 4 و 7 من الملحق ب من المبادئ التوجيهية؛

(د) يُقصد بـ "المنشآت" جميع المصانع الواردة في الفقرات 1 و 4 و 7 من الملحق ب من المبادئ التوجيهية؛

(هـ) يُقصد بـ "التكنولوجيا" المعلومات الخاصة اللازمة "لتطوير" أو "إنتاج" أو "استخدام" أي مادة واردة في الملحق ب من المبادئ التوجيهية، باستثناء المعطيات التي وضعت رهن إشارة العموم، مثلًا من خلال النوريات أو الكتب المنشورة، أو تلك التي أصبحت متوفرة على الصعيد الدولي دون فرض قيود على نشرها.

قد تتخذ هذه المعلومات شكل "معطيات تقنية" أو "مساعدة تقنية".

يشير "التطوير" إلى جميع المراحل التي تسبق "الإنتاج"، لاسيما الدراسات والبحوث المتعلقة بتصميم وتجميع واختبار النماذج الأولية وخطط التنفيذ.

يُقصد بـ "الإنتاج" جميع مراحل الإنتاج مثل البناء، وهندسة الإنتاج، والتصنيع، والإمماج، والتجميع، والتفتيش والاختبار وضمان الجودة.

يُفهم بـ "الاستخدام" التنفيذ والتركيب (بما في ذلك التركيب في عين الموقع)، والصيانة والإصلاحات والتفكير قصد المراجعة والتجديد.

يمكن "للمساعدة التقنية" أن تتخذ أشكالاً تشمل للتدريب والتأهيلات والتكوين والمعارف العملية والخدمات الاستشارية.

يمكن "للمعطيات التقنية" أن تتكون من نسخ، ومخططات وتصاميم ومراجع ودلائل استعمال مكتوبة أو مسجلة على شكل وسائط أخرى مثل الأقراص والأشرطة الممغنطة أو ذاكرة التخزين.

(و) يُقصد بـ "المعلومات" المعلومات أو الوثائق أو المعطيات أيا كان نوعها، قابلة للنقل في شكل مادي، تتعلق بالمواد أو المعدات أو المنشآت أو التكنولوجيا التي تخضع لهذا الاتفاق، باستثناء المعلومات أو الوثائق أو المعطيات الموضوعية رهن إشارة العموم.

## المادة التاسعة عشرة

يشعر كل طرف الطرف الآخر باستكماله للإجراءات المتطلبة فيما يتعلق به لكي يدخل هذا الاتفاق حيز التنفيذ. ويدخل هذا الاتفاق حيز التنفيذ في اليوم الأول من الشهر الثاني الذي يلي تاريخ آخر إشعار.

وإثباتا لما تقدم، قام ممثلا الحكومتين، المخول لهما قانونا بذلك، بالتوقيع على هذا الاتفاق.

وحرر بالرباط بتاريخ 13 دجنبر 2012 من نسختين باللغتين العربية والفرنسية، وللنصين نفس الحجية.

عن  
حكومة الجمهورية الفرنسية

عن  
حكومة المملكة المغربية

لوران فاييوس  
وزير الشؤون الخارجية

سعد الدين العثماني  
وزير الشؤون الخارجية والتعاون

\* \* \*

3- داخل الاتحاد الأوروبي، تخضع عملية نقل وإعادة نقل المواد النووية والمعدات والمنشآت لأحكام الفصل التاسع من المعاهدة المنشئة للمجموعة الأوروبية للطاقة الذرية ويخضع نقل التكنولوجيا للأنظمة المنشئة لنظام الجماعة الأوروبية لمراقبة صادرات البضائع والتكنولوجيا المزودة للاستعمال.

#### المادة الخامسة عشرة

لا يجب تأويل أي من أحكام هذا الاتفاق كمساس بالالتزامات الناجمة، بتاريخ توقيعه، عن مشاركة أي من الطرفين في اتفاقات دولية أخرى بشأن استخدام الطاقة النووية لأغراض سلمية، خصوصاً بالنسبة للطرف الفرنسي بحكم انتماءه إلى المجموعة الأوروبية للطاقة الذرية وكذا بحكم انتماءه إلى الاتحاد الأوروبي.

#### المادة السادسة عشرة

لأداء هذه الأنشطة، يحدث الطرفان لجنة مشتركة مكلفة بالتنسيق ومتابعة برامج التعاون المنبثقة عن هذا الاتفاق ابتداءً من دخولها حيز التنفيذ. ويقرّر الطرفان هيكل هذه اللجنة وتكوينها وإجراءاتها باتفاق مشترك.

#### المادة السابعة عشرة

يجوز تعديل هذا الاتفاق باتفاق مكتوب بين الطرفين.

#### المادة الثامنة عشرة

1- أبرم هذا الاتفاق لمدة عشرين عاماً ويمكن لأي من الطرفين إلغاؤه في أي وقت. ويجب تبليغ الطرف الآخر بالإلغاء كتابياً مع إعطاء مهلة ستة.

يبقى الاتفاق ساري المفعول بعد انقضاء مدة العشرين سنة، ما لم يتم إلغاؤه من أحد الطرفين وفقاً للإجراءات المشار إليها في الفقرة السابقة.

2- في حالة إلغاء هذا الاتفاق وفقاً للإجراءات المشار إليها في الفقرة الأولى من هذه المادة:

- تبقى أحكام هذا الاتفاق ذات الصلة قابلة للتطبيق على الاتفاقات المحددة والعقود الموقعة بموجب المادة الثانية والسارية المفعول؛

- تبقى أحكام المواد الرابعة والسابعة والثامنة والتاسعة والعاشر والحادية عشرة والثانية عشرة والثالثة عشرة والرابعة عشرة قابلة للتطبيق بالنسبة للمواد، والمواد النووية والمعدات والمنشآت والتكنولوجيا الواردة في المادة التاسعة والمنقولة بموجب هذا الاتفاق، وكذا بالنسبة للمواد النووية المستعادة في المعالجة أو الناجمة عنها كمنتجات ثانوية.



## المادة الثالثة عشرة

1- يسهر كل طرف على التأكد من أن المواد والمواد النووية والمعدات والمنشآت والتكنولوجيا الواردة في المادة التاسعة من هذا الاتفاق توجد حصرياً في حوزة أشخاص خاضعين لولايتها وموهلين لهذا الغرض.

2- يتعين على كل طرف التأكد من اتخاذ كافة التدابير الملائمة، في ترابه وخارج ترابه إلى أن يتحمل الطرف الآخر أو دولة ثالثة هذه المسؤولية، لتحقيق الحماية المادية للمواد والمواد النووية والمعدات والمنشآت المنصوص عليها في هذا الاتفاق، طبقاً للتشريعات الوطنية والالتزامات الدولية لكل منهما لا سيما أحكام اتفاقية الحماية المادية للمواد النووية والتعديل الخاص بها، وكذا أية تعديلات متفق عليها لاحقاً من جانب الطرفين.

3- تعادل مستويات الحماية المادية على الأقل المستويات المحددة في الملحق الأول لاتفاقية الحماية المادية للمواد النووية. ويجوز لكل طرف، عند الاقتضاء، وفقاً لتشريعاته الوطنية، تطبيق معايير أكثر صرامة للحماية المادية في ترابه.

4- تقع مسؤولية تنفيذ تدابير الحماية المادية على عاتق كل طرف داخل ولايته القضائية. ويستهدى كل طرف لتنفيذ هذه التدابير بوثيقة الوكالة 4.INFCIRC225/rev.

لا يكون للتعديلات التي أدخلت على توصيات الوكالة الخاصة بالحماية المادية أي تأثير بموجب هذا الاتفاق إلا عندما يكون كل طرف قد أبلغ الطرف الآخر كتابة بقبوله لتلك التعديلات.

## المادة الرابعة عشرة

1- إذا اعترزم أي من الطرفين إعادة نقل المواد والمواد النووية والمعدات والمنشآت والتكنولوجيا المنصوص عليها في المادة التاسعة، خارج ولايته القضائية، أو نقل المواد النووية والمعدات والمنشآت والتكنولوجيا المنصوص عليها في المادة التاسعة القادمة من المعدات أو المنشآت المنقولة أصلاً أو المُحصل عليها بفضل المعدات أو المنشآت أو للتكنولوجيا المنقولة في إطار هذا الاتفاق، فلا يقوم بذلك إلا بعد تلقى نفس الضمانات، لا سيما فيما يتعلق بالاستخدام السلمي وغير التفجيري، الواردة في هذا الاتفاق.

2- علاوة على ذلك، يجب على الطرف الذي يعترزم النقل أو إعادة النقل وفقاً لأحكام الفقرة الأولى من هذه المادة، الحصول على موافقة مسبقة من الطرف المزود:

- بخصوص أية إعادة نقل للمنشآت أو المعدات أو للتكنولوجيا كما ورد ذلك في الملحق والتي يتم توفيرها بموجب هذا الاتفاق؛
- بخصوص أي نقل لمنشآت أو معدات قادمة من المنشآت أو المعدات الواردة في الفقرة (أ) أو المصممة باستخدام للتكنولوجيا الواردة في الفقرة (أ) أعلاه؛
- بخصوص أي نقل أو إعادة نقل لليورانيوم المخصب بنسبة أعلى من 20 % في النظائر 233 أو 235 أو للبلوتونيوم المنتج أو المستعد من المواد النووية المنقولة بموجب هذا الاتفاق أو أي إعادة نقل للمواد النووية المنقولة بموجب هذا الاتفاق في المملكة المغربية.



### المادة العاشرة

1- تخضع كافة المواد النووية التي توجد في حوزة المملكة المغربية أو التي نقلت للمملكة المغربية بموجب هذا الاتفاق والتي تم تبليغها من طرف الجمهورية الفرنسية لهذا الغرض وجميع الأجيال المتعاقبة من المواد النووية المستعادة في المعالجة أو الناجمة عنها كمنتجات ثانوية، لرقابة الوكالة، وذلك بموجب اتفاق الضمانات المبرم بين المملكة المغربية والوكالة والذي دخل حيز التنفيذ بتاريخ 18 فبراير 1975، والمتطبق على جميع المواد النووية في كافة الأنشطة النووية المزاولة في تراب المملكة المغربية أو ضمن ولايتها القضائية أو المقامة تحت مراقبتها أينما وجد ذلك، والذي سيتم تكميله في الوقت المناسب بواسطة بروتوكول إضافي.

2. تخضع كافة المواد النووية المنقولة إلى الجمهورية الفرنسية بموجب هذا الاتفاق والتي تم تبليغها من طرف المملكة المغربية لهذا الغرض وجميع الأجيال المتعاقبة من المواد النووية المستعادة في المعالجة أو الناجمة عنها كمنتجات ثانوية للرقابة الأمنية المعمول بها داخل المجموعة الأوروبية للطاقة الذرية، وكذا لنظام ضمانات الوكالة بموجب الاتفاق بين فرنسا والمجموعة الأوروبية للطاقة الذرية والوكالة المتعلق بتطبيق الضمانات في فرنسا والموقع في 20 و 27 يوليو 1978، والذي تم استكماله بالبروتوكول الإضافي الموقع في 22 سبتمبر 1998.

### المادة الحادية عشرة

عند تعذر تطبيق ضمانات الوكالة الواردة في المادة العاشرة من هذا الاتفاق في تراب أحد الطرفين، فإن الطرفين يلتزمان بالاتصال ببعضهما البعض على الفور قصد إخضاع المواد النووية المنقولة أو المحصل عليها بموجب هذا الاتفاق، أو المنتجة عن طريق أو بفضل التكنولوجيا المنقولة، وكذا جميع الأجيال المتعاقبة للمواد النووية المستعادة في المعالجة أو الناجمة عنها كمنتجات ثانوية، في أقرب الأجل، لألية ضمانات يتفق عليها الطرفان، تكون بنفس درجة للفعالية ونفس نطاق الضمانات التي طبقتها الوكالة سابقاً بخصوص هذه المواد النووية.

### المادة الثانية عشرة

تظل المواد والمواد النووية والمعدات والمنشآت والتكنولوجيا الواردة في المادة التاسعة من هذا الاتفاق خاضعة لأحكام هذا الاتفاق حتى:

- أ- يتم نقلها أو إعادة نقلها خارج الولاية القضائية للطرف الذي وجهت إليه وفقاً لأحكام المادة الرابعة عشرة من هذا الاتفاق، أو
- ب- يقرر الطرفان عن طريق اتفاق مشترك إعفائها منها، أو
- ج- يتم الإقرار، في ما يتعلق بالمواد النووية، بأنها غير قابلة عملياً للاستعداد لجعلها في شكل قابل للاستعمال في أي نشاط نووي ذي صلة وفق الضمانات المنصوص عليها في المادة العاشرة من هذا الاتفاق.

## المادة السادسة

يسهر الطرفان على بلوغ أقصى درجات السلامة والأمن النوويين والحفاظ عليهما فيما يتعلق بأوجه التعاون التي ستتخذ بموجب هذا الاتفاق.

## المادة السابعة

تُنسب حقوق الملكية الفكرية المكتسبة في إطار التعاون المنصوص عليه في هذا الاتفاق على أساس كل حالة على حدة، وذلك في إطار الاتفاقات المحددة والعقود المشار إليها في المادة الثانية من هذا الاتفاق.

## المادة الثامنة

1- لإصلاح الأضرار الناجمة عن وقوع حادث أو عارض نووي يحدث في إطار هذا التعاون، ينفذ للطرفان نظام المسؤولية المدنية للنوعية للمنصوص عليها، فيما يتعلق بفرنسا، في اتفاقية باريس الموقعة بتاريخ 29 يوليو 1960، وفيما يتعلق بالمغرب، في اتفاقية فيينا بتاريخ 21 ماي 1963، فضلا عن بروتوكولات التعديلات التي أدخلت على هاتين الاتفاقيتين اللتان هما طرفان فيهما.

يسهر الطرفان إذا على احترام المبادئ المشتركة لهاتين الاتفاقيتين بخصوص: المسؤولية الحصرية لمشغلي المنشآت النووية؛ ومسؤولية المشغل دون الحاجة إلى إثبات للخطأ أو الإهمال أو القصد؛ والإحالة للحصرية على محاكم البلد الذي حدث فيه العارض النووي؛ والمسؤولية المحددة للمبالغ؛ والتعويض عن الضرر دون أي تمييز على أساس الجنسية أو محل السكن أو الإقامة.

يطبق للطرفان البروتوكول المشترك لهاتين الاتفاقيتين المؤرخ في 21 شتبر 1988 بعد تصديقهما عليه.

2- في هذا الإطار، يحصل مشغلو المنشآت النووية للطرفين على التأمينات أو الضمانات النووية اللازمة.

## المادة التاسعة

يتأكد الطرفان من أن المواد والمواد النووية والمعدات والمنشآت والتكنولوجيا المنقولة في إطار هذا الاتفاق وكذا المواد النووية المستعادة في المعالجة أو الناجمة عنها كمنتجات ثانوية، تستخدم فقط للأغراض السلمية وغير التفجيرية.



- القيادة المشتركة للأنشطة المتعلقة بالبحث والهندسة، بما في ذلك البحوث والتجارب المشتركة؛
- تنظيم المؤتمرات والندوات العلمية والتقنية؛
- توفير المواد والمواد النووية والمعدات والمنشآت والتكنولوجيا و أداء الخدمات، أو أي شكل آخر من التعاون يقرره الطرفان باتفاق مشترك.

#### المادة الثانية

يتم تحديد شروط تطبيق التعاون الوارد في المادة الأولى، بالنسبة لكل حالة على حدة، وفقا لأحكام هذا الاتفاق وذلك:

- عن طريق اتفاقات محددة بين الطرفين أو بين الهيئات المعنية والمعينة من كلا الطرفين، خاصة لتحديد برامج وأشكال للتبادل العلمي والتقني؛
- عن طريق عقود مبرمة بين الهيئات والمقاولات والمؤسسات المعنية، من أجل تحقيق الإنجازات الصناعية أو توفير الخدمات أو المواد أو المواد النووية أو المعدات أو المنشآت أو التكنولوجيا.

يتفق الطرفان، في إطار هذا الاتفاق، على أن المشاركة في تنفيذ التعاون في التراب المغربي بين الهيئات أو المقاولات أو المؤسسات الفرنسية أو المغربية، لا تستثني، بأي شكل من الأشكال، مشاركتها، أو مشاركة الهيئات أو المقاولات أو المؤسسات ذات الصلة المباشرة أو غير المباشرة بالطرفين في أي برنامج آخر يساهم في تحقيق أهداف هذا الاتفاق. ومع ذلك، فإنه سيتم تحديد هذه المشاركة عن طريق اتفاق مشترك بين الطرفين.

#### المادة الثالثة

يحرص كلا الطرفين على أن تمكن أنظمتهم ذات الطابع الإداري والضريبي والجمركي من حسن تنفيذ اتفاق التعاون هذا وكذا الاتفاقات والعقود المبرمة لاحقا في إطار هذا الاتفاق.

#### المادة الرابعة

يضمن الطرفان أمن المعطيات التقنية والمعلومات المعروفة كذلك من قبل الطرف الذي قدمها في إطار هذا الاتفاق ويحافظان على الطابع السري لهذه المعطيات والمعلومات. ولا يجوز تقديم المعطيات التقنية والمعلومات المتبادلة لأطراف أخرى، عامة كانت أو خاصة، بدون موافقة خطية مسبقة من الطرف الذي قدم المعطيات التقنية أو المعلومات.

لتنفيذ أحكام هذه المادة، يتعهد الطرفان بإبرام اتفاق بشأن أمن وسرية المعلومات والمعطيات التقنية.

#### المادة الخامسة

يتعهد الطرفان، في حدود إمكانيتهما، بالعمل على توفير الإمدادات المنتظمة بالوقود أو الخدمات في مجال دورة الوقود اللازمة لضمان إمداد المنشآت التي سيتم تطويرها أو توفيرها في إطار هذا الاتفاق..

## اتفقتا على ما يلي :

## المادة الأولى

1. يحترم الطرفان تطوير تعاونهما في مجال الاستخدام السلمي وغير التفجيري للطاقة النووية وذلك وفقا للمبادئ التي تحكم سياستهما النووية وبناء على أحكام هذا الاتفاق وكذا الاتفاقات والالتزامات الدولية ذات الصلة في مجال عدم الانتشار التي وافق عليها الطرفان.
2. يمكن للتعاون المشترك إليه في الفقرة الأولى أن يشمل المجالات التالية :
  - التفتيش عن حقول اليورانيوم واستكشافها و استغلالها؛
  - استخلاص اليورانيوم من الفوسفات؛
  - توليد الطاقة وتحلية المياه عن طريق المفاعلات النووية؛
  - القيام بالبحوث الأساسية والتطبيقية التي لا تتطلب، بخصوص مفاعلات للبحوث، استخدام اليورانيوم المخصب بنسبة 20 بالمائة وأكثر في النظير 235؛
  - تكوين الموارد البشرية في مجال الاستخدامات السلمية للطاقة النووية؛
  - تطوير تطبيقات الطاقة النووية في مجالات الزراعة والبيولوجيا وعلوم الأرض والطب والصناعة؛
  - إدارة الوقود المستهلك والنفايات المشعة؛
  - السلامة النووية وتوفير الحماية من الإشعاع وحماية للبيئة؛
  - الأمان النووي؛
  - إعداد لتشريعات والأنظمة في المجال النووي وإرساء المعايير والمبادئ التوجيهية للسلامة والأمن في المجال النووي؛
  - الوقاية من حالات الطوارئ المتصلة بالحوادث أو العوارض النووية والعمل على مواجهتها؛
  - تدوير الرأي العام لقبول الطاقة النووية؛
  - أو أي مجال آخر يقرره الطرفان باتفاق مشترك.
3. يمكن للتعاون أن يتخذ الأشكال التالية :

- تبادل الموظفين العلميين والتقنيين وتدريبهم ؛
- تبادل للمعلومات العلمية والتقنية؛
- تبادل البرامج المعلوماتية وشفرات الحساب؛
- مشاركة الموظفين العلميين والتقنيين لأحد الطرفين في أنشطة البحث- للتطوير التي يقوم بها الطرف الآخر؛



## اتفاق تعاون بين حكومة المملكة المغربية وحكومة الجمهورية الفرنسية من أجل تطوير الاستخدامات السلمية للطاقة النووية

إن حكومة المملكة المغربية،

و

حكومة للجمهورية الفرنسية،

المشار إليهما فيما بعد بـ "الطرفين"

إذ تؤكدان عزمهما على تطوير علاقات الصداقة التقليدية بين البلدين،

ورغبة منهما في العمل على توسيع وتعزيز التعاون، بما يخدم مصلحة كلا الدولتين، في مجال استخدام الطاقة النووية للأغراض السلمية حصراً وليس للتفجيرية،

واعتباراً لالتزامات كل منهما في مجال عدم الانتشار التي وافق عليها الطرفان، لا سيما فيما يتعلق بمعاهدة عدم انتشار الأسلحة النووية بتاريخ الفاتح من يوليوز 1968 (والمشار إليها فيما يلي بـ "معاهدة عدم الانتشار") والالتزامات الدولية ذات الصلة، لاسيما القرار 1540 لمجلس الأمن،

وإذ يشددان على الأهمية بالنسبة لكلا الطرفين التي يكتسبها تأمين إمدادتهما بالطاقة،

واعتباراً للاتفاق بين فرنسا والمجموعة الأوروبية للطاقة الذرية والوكالة الدولية للطاقة الذرية (المشار إليها فيما يلي بـ "الوكالة") والمتعلق بتطبيق الضمانات في فرنسا والموقع في 20 و27 يوليوز 1978 والبروتوكول الإضافي بين فرنسا والمجموعة الأوروبية للطاقة الذرية والوكالة، الموقع في 22 شتبر 1998،

واعتباراً لاتفاق الضمانات الشاملة، المبرم بين المغرب والوكالة والذي دخل حيز التنفيذ بتاريخ 18 فبراير 1975، وكذا عزم المغرب على التصديق على البروتوكول الإضافي لهذا الاتفاق، الموقع يوم 22 شتبر 2004،

واعتباراً أيضاً لاستعداد الطرفين لاتخاذ التدابير اللازمة لتطوير أمن للطاقة النووية، مع مراعاة المبادئ والأحكام الواردة في اتفاقية الأمن النووي، واتفاقية الحماية المادية للمواد النووية مع التعديل الخاص بها، والاتفاقية المشتركة بشأن الإدارة المأمونة للوقود المستهلك وبشأن الإدارة المأمونة للنفايات المشعة، واتفاقية التبليغ المبكر عن وقوع حادث نووي واتفاقية تقديم المساعدة في حالة وقوع حادث نووي أو طارئ إشعاعي والاتفاقية المتعلقة بالمسؤولية قبل الغير في ميدان الطاقة النووية،

ظهير شريف رقم 1.14.79 صادر في 2 رمضان 1445 (13 مارس 2024) بنشر اتفاق التعاون الموقع بالرباط في 13 ديسمبر 2012

بين حكومة المملكة المغربية وحكومة الجمهورية الفرنسية من أجل تطوير الاستخدامات السلمية للطاقة النووية

الحمد لله وحده،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماه الله وأعز أمره أننا :

بناء على اتفاق التعاون الموقع بالرباط في 13 ديسمبر 2012 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة الجمهورية الفرنسية من

أجل تطوير الاستخدامات السلمية للطاقة النووية ؛

وعلى القانون رقم 58.13 الموافق بموجبه على الاتفاق المذكور والصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.14.26 بتاريخ

4 جمادى الأولى 1435 (6 مارس 2014) ؛

ونظرا لتبادل الإعلام باستيفاء الإجراءات اللازمة لدخول الاتفاق المذكور حيز التنفيذ،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

ينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، اتفاق التعاون الموقع بالرباط في 13 ديسمبر 2012 بين حكومة المملكة

المغربية وحكومة الجمهورية الفرنسية من أجل تطوير الاستخدامات السلمية للطاقة النووية.

وحرر بالرباط في 2 رمضان 1445 (13 مارس 2024).

وقعه بالعطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء : عزيز أخنوش.

\*

\* \*

# المملكة المغربية

# الحرية والديمقراطية

## نشرة الاتفاقيات الدولية

ثمن النسخة : 20 درهما

يطلب الاشتراك من المطبعة الرسمية الرباط - شالة الهاتف : 0537.76.50.24 - 0537.76.50.25 0537.76.54.13 الحساب رقم : 310 810 1014029004423101 33 المفتوح بالخبزينة الإقليمية بالرباط في إسم المحاسب المكلف بمداخيل المطبعة الرسمية	تعريف الاشتراك		بيان النشرات	
	في الخارج	في المغرب		
		سنة		سنة أشهر
	فيما يخص النشرات الموجهة إلى الخارج عن الطريق العادي أو عن طريق الجو أو البريد الدولي السريع، تضاف إلى مبالغ التعريف المنصوص عليها يمتنه مصاريف الإرسال كما هي محددة في النظام البريدي الجاري به العمل.	400 درهم	250 درهما	النشرة العامة .....
		200 درهم	150 درهما	نشرة الترجمة الرسمية .....
		200 درهم	150 درهما	نشرة الاتفاقيات الدولية .....
		300 درهم	250 درهما	نشرة الإعلانات القانونية والقضائية والإدارية .....
		300 درهم	250 درهما	نشرة الإعلانات المتعلقة بالتحفيظ العقاري .....

تدرج في هذه النشرة نصوص الاتفاقيات الدولية الموضوعة باللغة العربية أو بلغة أجنبية عندما تقضي هذه الاتفاقيات بأن النصوص المذكورة يعتمد عليها وحدها أو عليها وعلى النص العربي معا

صفحة	فهرست
24	اتفاق بين حكومة المملكة المغربية والصندوق الدولي للتنمية الزراعية بشأن إنشاء مكتب قطري. ظهر شريف رقم 1.16.94 صادر في 2 رمضان 1445 (13 مارس 2024) بنشر الاتفاق الموقع بروما في 8 ماي 2015 بين حكومة المملكة المغربية والصندوق الدولي للتنمية الزراعية بشأن إنشاء مكتب قطري .....
31	اتفاقية التعاون القضائي في المجال الجنائي بين المملكة المغربية وجمهورية الصين الشعبية. ظهر شريف رقم 1.17.101 صادر في 2 رمضان 1445 (13 مارس 2024) بنشر الاتفاقية المتعلقة بالتعاون القضائي في المجال الجنائي، الموقعة ببكين في 11 ماي 2016 بين المملكة المغربية وجمهورية الصين الشعبية .....
44	اتفاق المقر بين حكومة المملكة المغربية والاتحاد الإفريقي بشأن إنشاء مقر المرصد الإفريقي للهجرة بالرباط. ظهر شريف رقم 1.19.107 صادر في 2 رمضان 1445 (13 مارس 2024) بنشر اتفاق المقر الموقع بمراكش في 10 ديسمبر 2018 بين حكومة المملكة المغربية والاتحاد الإفريقي بشأن إنشاء مقر المرصد الإفريقي للهجرة بالرباط .....
	اتفاق تعاون بين حكومة المملكة المغربية وحكومة الجمهورية الفرنسية من أجل تطوير الاستخدامات السلمية للطاقة النووية. ظهر شريف رقم 1.14.79 صادر في 2 رمضان 1445 (13 مارس 2024) بنشر اتفاق التعاون الموقع بالرباط في 13 ديسمبر 2012 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة الجمهورية الفرنسية من أجل تطوير الاستخدامات السلمية للطاقة النووية .....
	اتفاقية تسليم المطلوبين بين المملكة المغربية والمملكة المتحدة لبريطانيا العظمى وإيرلندا الشمالية. ظهر شريف رقم 1.14.81 صادر في 2 رمضان 1445 (13 مارس 2024) بنشر اتفاقية تسليم المطلوبين الموقعة بلندن في 15 أبريل 2013 بين المملكة المغربية والمملكة المتحدة لبريطانيا العظمى وإيرلندا الشمالية .....